



Eviter le pire en République centrafricaine

Rapport Afrique N°253 | 28 septembre 2017

Headquarters

International Crisis Group

Avenue Louise 149 • 1050 Brussels, Belgium

Tel: +32 2 502 90 38 • Fax: +32 2 502 50 38

brussels@crisisgroup.org

Preventing War. Shaping Peace.

Table des matières

Synthèse	i
I. Introduction	1
II. Les élections n'ont pas réglé le problème.....	2
III. Aggravation de la crise sécuritaire	5
A. Une capitale sécurisée mais pas en paix.....	5
B. Les provinces s'embrasent : multiplication des « points chauds »	6
1. Une lutte pour le contrôle des territoires et l'impossible réunification de l'ex-Seleka	7
2. Le retour des vieux démons : un conflit ethno-commercial et des revendications d'autochtonie.....	10
3. L'incapacité de l'ONU à répondre aux défis sécuritaires	12
IV. Dialogues et tentatives de médiation	14
A. Impasse du dialogue entre gouvernement et groupes armés.....	15
B. Initiative africaine.....	16
1. Genèse de l'initiative	17
2. Une initiative africaine au cœur des débats	18
3. Des désaccords sur le contenu et la méthode de médiation	19
C. Après un détour par Rome et Bruxelles, retour à l'UA.....	20
D. Leçons apprises des précédents accords et médiations	22
V. Quelles négociations pour une sortie de crise ?	24
A. Traiter la question des groupes armés.....	24
1. S'attaquer aux finances des groupes armés	24
2. Un mélange de pressions et d'incitations	25
B. Rebâtir une meilleure relation entre les périphéries et Bangui	26
C. Bâtir une coopération saine entre voisins : le cas de la transhumance.....	27
VI. Conclusion	30
ANNEXES	
A. Carte de la République centrafricaine.....	31
B. A propos de l'International Crisis Group	32
C. Rapports et briefings sur l'Afrique depuis 2014	33
D. Conseil d'administration de l'International Crisis Group.....	35

Synthèse

Alors que la République centrafricaine (RCA) connaît un fort regain de violence et que les groupes armés s'enracinent dans les provinces, les autorités et leurs partenaires internationaux ne parviennent pas à freiner l'escalade ni à trouver des solutions durables de sortie de crise. Jusqu'ici, le gouvernement et les Nations unies ont concentré leurs efforts sur le processus de désarmement, démobilisation, réinsertion et rapatriement (DDRR) des rebelles mais celui-ci piétine. En outre, l'incapacité des Casques bleus à instituer un rapport de force favorable avec les rebelles et celle du gouvernement à répondre aux fortes tensions communautaires qui divisent le pays ainsi que la concurrence entre diverses médiations internationales contribuent à l'enlisement. Afin d'inverser la tendance, le gouvernement et ses partenaires doivent mettre les rebelles sous pression – tout particulièrement en s'attaquant à leurs sources de revenus et en exerçant une dissuasion militaire plus forte –, mais aussi regagner la confiance des populations des régions périphériques.

Les élections présidentielle et législatives organisées fin 2015 et début 2016 ont suscité un fort engouement des Centrafricains et généré une forte attente. Cette séquence politique a été suivie d'une accalmie sécuritaire de quelques mois au cours de laquelle les groupes armés ont adopté une position plus attentiste, jugeant les intentions du nouveau pouvoir à Bangui. Hélas, la légitimité du président Faustin-Archange Touadéra, acquise par les urnes, ne lui a fourni aucun levier d'influence efficace contre les rebelles. Ce répit, tout relatif, a donc rapidement été enterré. La Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en Centrafrique (Minusca), qui comprend plus de 12 000 Casques bleus, n'a pas su compenser le départ de la force française Sangaris en octobre 2016 et exercer une réelle dissuasion militaire sur les groupes armés.

Depuis fin 2016, des foyers de violence s'embrasent dans presque tout l'arrière-pays. Le regain d'activités des groupes armés a entraîné la mort de nombreux civils et des déplacements massifs de populations. Alors qu'au Nord-Ouest se mêlent groupes armés, conflits récurrents autour de la transhumance et prédation sur le bétail, au centre et à l'Est les rebelles s'adonnent à une guérilla territoriale pour le contrôle de zones d'influence et de ressources. Cette dynamique dans les provinces s'accompagne d'autres effets pervers : renforcement des liens de dépendance entre rebelles et communautés, explosion du nombre de milices locales et surtout retour à des attaques préméditées contre les minorités musulmanes selon des logiques d'exclusion ethniques et religieuses qui rappellent les événements les plus tragiques de la crise.

Dans ce contexte, plusieurs acteurs étatiques et régionaux ainsi que des organisations internationales ont lancé dès fin 2016 une série de médiations parallèles. L'Union africaine et les voisins de la RCA, dont l'Angola et le Tchad, la République du Congo et le Gabon, ont réuni plusieurs initiatives isolées pour lancer une médiation commune début 2017. La communauté catholique de Sant'Egidio a rejoint le banquet des médiateurs en organisant des rencontres entre groupes armés à Rome, donnant lieu à un « accord politique de paix » pour la RCA, signé en juin 2017 mais vite devenu caduc en raison des violences renouvelées sur le terrain.

Agendas divergents, rivalités institutionnelles, mais aussi approches différentes ont poussé ces acteurs à proposer des remèdes parfois contradictoires, notamment sur la question de l'amnistie des chefs rebelles, de l'intégration des combattants dans l'armée ou encore du retour des anciens présidents. La forte recrudescence des affrontements depuis le mois d'avril semble cependant avoir provoqué une prise de conscience et un changement de position. Ainsi, le président Touadéra et le Secrétaire général des Nations unies, António Guterres, jusque-là réticents, se sont dits ouverts à un investissement important de la sous-région dans la résolution de la crise. De même, consciente que la dispersion et la concurrence entre différentes interventions diplomatiques pose problème, l'Union européenne a organisé le 21 juin 2017 une table ronde à Bruxelles afin de relancer une médiation internationale cohérente et crédible.

Depuis, l'Union africaine a repris la main sur ce processus de médiation internationale fragile en adoptant une nouvelle feuille de route pour la paix et la réconciliation en RCA à Libreville en juillet 2017. Si cette nouvelle initiative a reçu officiellement le soutien des autres partenaires internationaux de la RCA, réitéré lors des réunions organisées à New York en marge de l'Assemblée générale des Nations unies en septembre, des désaccords de fond persistent. Ces prochains mois permettront sans doute de voir si une coordination renforcée des acteurs internationaux est possible.

Alors que la RCA s'enfonce à nouveau dans la crise, le pire est peut-être à venir. Une répétition des événements de 2013 et un retour de la guerre civile ne sont pas à exclure. La normalisation de la situation sécuritaire en RCA est très improbable dans un avenir proche, et une défaite militaire des groupes armés est encore moins envisageable. Mais un certain nombre de mesures pourraient être adoptées afin de contenir les violences et obtenir quelques avancées, même limitées, vers un processus de sortie de crise. Favoriser une solution négociée avec les groupes armés implique d'allier mesures contraignantes fortes et incitations positives, parmi lesquelles :

- ❑ **Réduire l'attrait de l'économie de guerre pour les jeunes et les capacités de financement des groupes armés en agissant résolument contre les trafics.** Des missions précises devraient être assignées aux contingents de la Minusca dans le cadre du renouvellement de son mandat en novembre 2017 dans le but de tarir ces réseaux.
- ❑ **Instituer un meilleur rapport de force avec les rebelles en joignant aux efforts diplomatiques une réelle pression sur ces groupes.** Pour ce faire, il faudrait augmenter le nombre de Casques bleus, mais surtout déployer des contingents capables de véritablement dissuader les rebelles. En parallèle, alors que la Cour pénale spéciale devrait bientôt être opérationnelle, l'arrestation et le jugement des chefs rebelles qui organisent des attaques d'envergure contre les civils devraient être des objectifs prioritaires.
- ❑ **Encourager les éléments pragmatiques de la direction des groupes armés à jouer un rôle plus positif.** Au-delà de l'intégration d'un nombre limité de miliciens dans l'armée, la possibilité pour certains cadres de jouer un rôle plus politique au niveau local, pourrait figurer au menu des discussions.

En même temps, il faut donner un souffle nouveau aux médiations en cours, préparer un accord de paix crédible et assainir la coopération entre Bangui et ses voisins. Dans ce sens :

- ❑ **Dans l'esprit de la réunion de Bruxelles, l'ensemble des médiateurs internationaux devraient se mettre d'accord sur une feuille de route cohérente pour une sortie de crise.** Il s'agit surtout pour eux de déterminer en amont qui sera le garant de ces futurs accords, quel dispositif international doit être mis en œuvre pour veiller à leur application et à leur financement et comment favoriser leur appropriation par les Centrafricains.
- ❑ **Pour obtenir le concours des pays de la région sur le long terme, Bangui et les capitales voisines devraient coopérer autour d'un socle d'intérêts partagés.** Ils pourraient notamment travailler ensemble à une meilleure organisation de la transhumance transfrontalière en RCA. Il est par exemple essentiel de relancer les initiatives bilatérales sur la transhumance qui sont nées en 2012 dans le cadre de la commission mixte tchado-centrafricaine, et ont été abandonnées avec la crise, et d'y associer plus largement les autres voisins de la RCA.

Enfin, en vue de réduire les tensions communautaires et d'assainir les liens entre l'Etat et les populations de l'est du pays, le gouvernement centrafricain devrait rompre avec les politiques menées par les régimes précédents et tenir un discours courageux, quitte à déplaire à une partie de sa base électorale :

- ❑ **Le président pourrait reconnaître les crimes commis par ses prédécesseurs dans les zones reculées du pays afin de tirer un trait sur le passé et d'ouvrir une nouvelle page.** Un programme de formation d'une nouvelle élite administrative incluant des habitants des régions périphériques, de toutes obédiences religieuses, devrait également être envisagé. Le message des autorités doit être clair : les musulmans sont centrafricains et ont toute leur place dans l'espace national. En ce sens, il serait important pour le gouvernement de prendre des mesures pour éviter les discriminations dans la reconstitution des fichiers d'état civil ou encore pour faciliter la restitution des biens abandonnés au cours de la crise.
- ❑ **Le gouvernement pourrait également prendre des mesures de réconciliation symboliques,** telle l'organisation de la fête nationale du 1^{er} décembre dans le Nord-Est afin d'arrimer dans l'espace national une région qui entretient depuis longtemps une relation de méfiance vis-à-vis de Bangui.

Bangui/Nairobi/Bruxelles, 28 septembre 2017

Eviter le pire en République centrafricaine

I. Introduction

En mai 2016, Crisis Group mettait en garde contre l'excès d'optimisme suscité par la tenue d'élections régulières en République centrafricaine (RCA). En effet, beaucoup ont vu la nette victoire de Faustin-Archange Touadéra au second tour de l'élection présidentielle, en février 2016, comme une étape décisive du processus de sortie de crise. Pourtant, la crise centrafricaine est une crise de longue durée. Près d'un an et demi plus tard, les problèmes de fond persistent et les autorités, qui ont hérité des chantiers inachevés de la transition, sont impuissantes face à une situation sécuritaire et humanitaire qui se dégrade fortement.

Depuis la fin 2016, l'enthousiasme suscité par les élections a même laissé place à une ambiance de guerre civile. Les anti-balaka, milices d'autodéfense créées en résistance à la coalition de la Seleka qui a pris le pouvoir par un coup d'Etat en 2013, ont renforcé leurs activités criminelles et conservent un agenda clairement anti-musulman. L'Ouest de la RCA est toujours le théâtre d'une véritable persécution des populations musulmanes, ce qui explique qu'une grande majorité des réfugiés centrafricains musulmans qui ont fui vers l'est du Cameroun et le sud du Tchad depuis 2013 n'osent toujours pas rentrer chez eux. Au nord, au centre et à l'est du pays, les foyers de violence s'embrasent et les groupes armés renforcent leur assise sur les territoires qu'ils contrôlent.¹ Dans les zones où les conflits sont ouverts, la dynamique de milicianisation s'est accélérée et les groupes rebelles profitent du sentiment d'insécurité pour pratiquer « une protection monnayée ». Enfin, plus inquiétant encore, la communautarisation du conflit a ravivé la question de l'autochtonie, en désignant les musulmans et notamment les Peul, comme des étrangers comme ce fut le cas en 2014, au plus fort de la crise.

Ce rapport est le résultat de recherches menées à Bangui et dans de nombreuses villes de province comme Bambari et Bria en 2016 et 2017. Il analyse l'évolution de la crise centrafricaine depuis la fin 2016, décrit les tentatives de médiation en cours et alerte l'opinion internationale sur le retour à un conflit ouvert. Enfin, dans son dernier chapitre, ce rapport préconise un changement de méthode pour sortir du jeu de dupes pratiqué par les groupes armés et soumet des recommandations pour éviter que ne se creusent encore davantage les fractures de la société centrafricaine.

¹ Pour plus d'informations sur les groupes armés en République centrafricaine, lire le « Bilan à mi-parcours du Groupe d'experts sur la République centrafricaine reconduit par la résolution 2339 (2017) du Conseil de sécurité », 26 juillet 2017 et pour une analyse de l'histoire, des motivations et des stratégies de ces groupes, lire le rapport Afrique de Crisis Group N°230, *Centrafrique : les racines de la violence*, 21 septembre 2015.

II. Les élections n'ont pas réglé le problème

Depuis son investiture, le président Touadéra cherche surtout à convaincre ses partenaires de ne pas se désengager du dossier centrafricain et multiplie les voyages à l'étranger pour chercher de nouveaux appuis.² Au sortir des élections, les autorités centrafricaines ont fait appel à l'aide internationale pour mobiliser des fonds. Lors de la conférence des donateurs, qui s'est tenue à Bruxelles le 17 novembre 2016, les partenaires de la RCA ont annoncé des contributions à hauteur de 2,27 milliards de dollars pour les trois prochaines années.³ Néanmoins, si une bonne partie du Plan de relèvement et de consolidation de la paix en RCA qui y fut approuvé est une compilation de projets existants et d'appuis budgétaires déjà prévus, les contributions additionnelles sont loin d'être décaissées et de nombreux bailleurs s'inquiètent de l'absence d'élan réformateur des autorités pour améliorer la gouvernance.⁴

Malgré ces appuis financiers, l'économie centrafricaine demeure atone. Même si des projets de relance des filières coton et bois voient le jour, les acteurs économiques demeurent globalement très pessimistes. La croissance de l'économie est assez faible comparé à 2016. Par ailleurs, les recettes fiscales et douanières n'ont pas augmenté. Ceci reflète la condition fragile de l'économie, mais s'explique aussi en partie par un accroissement de la fraude et montre les difficultés du président Touadéra et du gouvernement à lutter efficacement contre la corruption. Beaucoup d'observateurs y voient un retour aux mauvaises pratiques du passé.

Mais c'est surtout sur le plan sécuritaire que la situation s'est profondément détériorée (voir section III). Depuis fin 2016, les cartes ont été rebattues. Le président Touadéra a déploré le retrait des troupes de l'opération militaire française Sangaris le 31 octobre 2016 et le désengagement relatif de Paris après les élections.⁵ En effet, la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en Centrafrique (Minusca) n'a pas réussi à compenser le départ des troupes françaises et à exercer une forte pression sur les rebelles. Dans ce contexte, les groupes armés jouent un double jeu : ils assistent aux réunions à Bangui et à l'étranger mais sans que cela n'ait aucun impact sur la sécurité dans les provinces.

En outre, cet enlèvement sécuritaire se fait dans un contexte politique et stratégique fragile. Le président Touadéra ne bénéficie ni d'une base politique large, ni de forces politiques structurées pour le défendre en cas de crise. La création d'un parti politique, tel qu'envisagé en 2016, lui aurait permis de mesurer son poids politique, de se démarquer de l'héritage de la mauvaise gouvernance de l'ancien président François Bozizé (2003-2013) dont il a été Premier ministre, et de relancer un débat politique de fond, mais cela n'a pas abouti. Les soutiens qui proviennent du parti de

² Le président Touadéra cherche des appuis sur la scène internationale et s'est rendu en Israël en mai, au Tchad en juin ou encore au Rwanda en août.

³ « Conférence des bailleurs de la Centrafrique : les promesses de dons dépassent les 2 milliards de dollars », *Jeune Afrique*, 17 novembre 2016.

⁴ Entretien de Crisis Group, bailleur de fonds, Bangui, juin 2017.

⁵ « Centrafrique : Touadéra à Paris, Hollande l'assure du soutien de Sangaris », *Jeune Afrique*, 20 avril 2016. L'opération Sangaris a été déployée en décembre 2013, en appui à la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine (Misca) suite à l'adoption de la résolution 2127 par le Conseil de sécurité des Nations unies.

Bozizé, la Convergence nationale – Kwa Na Kwa (KNK) – sont très précaires et, au sein même de son cercle restreint, les divisions sont palpables entre ceux qui sont favorables à un retour de Bozizé et ceux qui s’y opposent.⁶ De son côté, le secrétaire général du Kwa Na Kwa, Bertin Béa, continue à demander le retour de l’ancien président et la tenue d’un dialogue politique inclusif.⁷

Par ailleurs, l’« union sacrée » avec les partis qui l’ont soutenu au second tour de l’élection présidentielle ne s’est jamais vraiment concrétisée. La majorité présidentielle ne s’est jamais réunie depuis le début de son mandat. Les grands partis sont sous-représentés au sein de son gouvernement et ont longtemps attendu pour obtenir davantage de portefeuilles, en vain. Le dernier remaniement ministériel intervenu le 12 septembre 2017 a en revanche consacré, comme pendant la transition politique, le retour de plusieurs rebelles de l’ex-Seleka et des anti-balaka dans le gouvernement.⁸ Ce geste d’ouverture du président Touadéra à l’endroit des groupes armés ne devrait malheureusement avoir que très peu d’impact sur les dynamiques sécuritaires locales (voir chapitre IV.D). Quant aux partis politiques qui ont appelé à voter Touadéra au deuxième tour, certains se sentent lésés et sont désormais entrés dans ce qu’ils appellent une « opposition constructive ».⁹

À l’Assemblée nationale, le président Touadéra dispose d’une majorité très fragile composée en partie d’indépendants. Par ailleurs, les relations entre l’exécutif et le parlement se sont détériorées depuis un an. Ceci n’est pas inédit. Déjà pendant la transition politique qui s’est achevée en 2016, Alexandre Nguendet, président de l’Assemblée, et la présidente de la transition Catherine Samba-Panza, étaient en mauvais termes. Aujourd’hui, Karim Mekassoua, à la tête du parlement, entretient des relations difficiles avec Touadéra, ce qui s’est manifesté lors du renouvellement du bureau de l’Assemblée nationale en mars 2017. Parmi les points d’achoppements figure la consultation systématique du parlement pour l’attribution des contrats miniers et forestiers que réclame Mekassoua. En outre, les rumeurs de déstabilisation de l’exécutif par le président de l’Assemblée sont fréquentes. Enfin, la lenteur du gouvernement à répondre aux convocations des députés a failli mener à une crise institutionnelle : le Premier ministre Simplicie Sarandji ne s’est présenté devant l’Assemblée que sous la menace d’une motion de censure.¹⁰ Le blocage institutionnel n’est pas loin et le président Touadéra risque l’isolement. Cela pourrait ajouter une crise politique à la crise sécuritaire et humanitaire.

Enfin, et c’est sans doute le plus important, le président Touadéra ne bénéficie plus de la même popularité qu’en 2016. Beaucoup de Centrafricains se disent déçus

⁶ Il faut d’ailleurs noter que malgré les sanctions des Nations unies contre l’ancien président Bozizé, celui-ci continuerait à voyager, notamment au Kenya et en Ouganda. Lire « Bilan à mi-parcours du Groupe d’experts sur la République centrafricaine reconduit par la résolution 2339 (2017) du Conseil de sécurité », op. cit.

⁷ « Le Kwa Na Kwa réclame le retour de Bozizé et un dialogue politique », *Jeune Afrique*, 18 septembre 2017.

⁸ « En Centrafrique, des proches des milices font leur entrée au gouvernement », *Le Monde* (en ligne), 15 Septembre 2017.

⁹ Entretiens de Crisis Group, acteurs politiques centrafricains, Bangui, juin 2017.

¹⁰ Face à la gronde des députés, il a ainsi répondu aux questions liées à l’insécurité sans que son ministre de la Défense ne l’ait d’ailleurs accompagné. « Le torchon brûle entre l’Assemblée nationale et le gouvernement », *Apa News*, 19 mai 2017.

et l'absence de résultats au niveau sécuritaire entame sa crédibilité ainsi que son capital politique. Aujourd'hui, le principal soutien officiel du président Touadéra se révèle être la Minusca. Pourtant, même avec les Nations unies, des divergences de fond commencent à apparaître et ces dernières demandent aux autorités de poser des actes forts pour engager un vrai travail de réconciliation. Malheureusement, une grande partie de l'administration, mais aussi plus largement de la base électorale de Touadéra est réticente à l'idée d'impliquer davantage les musulmans centrafricains dans un processus de sortie de crise. Il lui faudra pourtant faire preuve de pédagogie et de courage politique, au risque de déplaire à une partie de son électorat.

III. Aggravation de la crise sécuritaire

Depuis fin 2016, on assiste à une importante recrudescence des conflits sur une large partie du territoire. Une telle spirale n'a été observée qu'au plus fort de la crise en 2014. Cela engendre une situation humanitaire dramatique et une crise de protection majeure. On recense, pour la première fois en deux ans, près de 600 000 déplacés internes, auxquels s'ajoutent 481 000 réfugiés dans les pays voisins.¹¹ Au total, près d'un quart de la population est déplacée et, selon Najat Rochdi, coordinatrice humanitaire des Nations unies en Centrafrique, la proportion de la population qui a besoin d'aide humanitaire « est une des plus importantes du monde » : un Centrafricain sur deux en dépend pour survivre.¹²

Par ailleurs, les conditions d'intervention des ONG sont de plus en plus difficiles. Aujourd'hui, la RCA est considérée comme un des pays les plus dangereux du monde pour les acteurs humanitaires qui sont souvent la cible de rackets. On déplore plus de deux cents attaques contre les ONG depuis janvier 2017.¹³ Récemment, plusieurs ONG internationales de premier plan ont décidé de suspendre leurs activités dans certaines zones à risques à la suite d'attaques de groupes armés comme à Batangafo au nord du pays en septembre.¹⁴ En outre, malgré une forte augmentation des besoins humanitaires d'urgence liée à la recrudescence des conflits, les acteurs humanitaires manquent de moyens. Le plan de réponse humanitaire 2017, dont le budget a récemment été révisé pour atteindre à 497 millions de dollars, est bien en deçà des besoins et, à la fin du premier semestre, seul 24 pour cent de ce montant avait été déboursé.¹⁵ Dans ce contexte, les perspectives de normalisation de la situation sont encore très lointaines.

A. Une capitale sécurisée mais pas en paix

En RCA, les dynamiques sécuritaires locales varient énormément d'une région à l'autre. La préfecture de la Mambéré-Kadéï au sud-ouest du pays, bien que frappée par la criminalité quotidienne et toujours traversée par des sentiments anti-musulmans assez forts, semble par exemple aujourd'hui moins affectée par la crise que les autres régions du pays. Par ailleurs, des progrès sécuritaires notables ont été enregistrés ces deux dernières années à Bangui. La réouverture des commerces du quartier PK5, auparavant gravement touché par des violences communautaires, la sécurisation du principal axe d'approvisionnement de la capitale ou encore la fermeture début 2017 du camp de déplacés urbains de Mpoko, jouxtant l'aéroport, étaient autant de signes encourageants.

¹¹ Voir le site Internet du Haut-commissariat aux réfugiés des Nations unies (UNHCR), <http://bit.ly/2fmFJGI>.

¹² « Act now to avoid the worst », communiqué de presse du Bureau de la coordination des affaires humanitaires, Najat Rochdi, Bangui, juin 2017.

¹³ Entretien téléphonique de Crisis Group, salarié d'ONG, juillet 2017.

¹⁴ « 28 000 personnes privées d'aide humanitaire à cause d'un niveau de violence jamais atteint contre les travailleurs humanitaires à Batangafo (RCA) », communiqué de presse du comité de coordination des ONG internationales en RCA, Bangui, 11 septembre 2017.

¹⁵ « Act now to avoid the worst », op. cit. et « En Centrafrique, l'explosion des besoins impose la révision du Plan de réponse humanitaire », Centre d'actualités de l'ONU, 17 août 2017.

Pourtant, la capitale est loin d'être une oasis de paix. Beaucoup d'habitants musulmans des 3^{ème} et 5^{ème} arrondissements disent ne pas avoir de problèmes chez eux, mais ne pas se sentir en sécurité en dehors de leurs quartiers et être quasiment assignés à résidence. D'autre part, les Banguiensois ont tous de la famille en province et chaque événement dramatique qui frappe une ville ou un village provoquent des tensions communautaires dans la capitale. A la suite des affrontements à Bangassou, au sud du pays, en mai 2017, les groupes d'autodéfense sont redevenus très visibles dans le quartier PK5. Tous les commerces de ce quartier sont restés fermés le 19 mai 2017, jour de prière, en mémoire des morts de Bangassou.

Ainsi, même à Bangui, une partie de la population dit ne pas percevoir les bienfaits de la présence internationale et la pression populaire pour le réarmement et le retour des forces armées centrafricaines (FACA) s'accroît. Les principaux dirigeants religieux autrefois très favorables à la Minusca, n'hésitent plus à critiquer les Nations unies en public comme en privé : « en temps de guerre, la mission de maintien de la paix devient un observateur du chaos ».¹⁶ En coulisse, des dirigeants politiques et de la société civile font tout pour politiser ces mécontentements en mobilisant notamment la jeunesse urbaine. Déjà en octobre 2016, Gervais Lakosso, alors coordonnateur du groupe de travail de la société civile, avait lancé une pétition après le meurtre d'un officier FACA à PK5. La manifestation organisée parallèlement à Bangui pour demander le départ de la Minusca a dégénéré, faisant plusieurs morts.¹⁷ Depuis, les rumeurs sur de prochaines manifestations sont permanentes.

B. *Les provinces s'embrasent : multiplication des « points chauds »*

La situation dans la capitale n'est en aucun cas un baromètre du niveau de sécurité dans le reste du pays. Depuis fin 2016, les foyers de violence s'allument dans toute une large zone comprenant le Nord-Ouest, le Nord, le centre, l'Est et désormais une partie du Sud-Est.¹⁸ Alors qu'au Nord-Ouest se mêlent groupes armés, conflits récurrents autour de la transhumance et prédation sur le bétail, le centre et l'Est sont minés par de fortes tensions intercommunautaires et des guérillas territoriales entre bandes armées. Parallèlement, le retrait depuis avril et mai 2017 des forces spéciales américaines et des contingents ougandais présents dans le cadre de la force régionale chargée de lutter contre l'Armée de résistance du Seigneur (LRA) a créé un vide sécuritaire qui a engendré un repositionnement de groupes armés importants et une explosion de la violence dans le Sud-Est.¹⁹ Bien qu'anticipée, cette propagation de la crise dans les préfectures du Mbomou et même du Haut-Mbomou, jusqu'ici relativement épargnées, n'a pu être empêchée par une Minusca débordée.

La géologie de la crise centrafricaine se compose de plusieurs strates. En plus de la description des luttes incessantes entre groupes armés et notamment de leur

¹⁶ Entretien de Crisis Group, chef religieux, Bangui, juin 2017.

¹⁷ « Les Nations unies doivent partir, ils sont là pour les per diem et ils permettent aux groupes armés de se renforcer », estime un acteur influent de la société civile. Entretien de Crisis Group, Bangui, décembre 2016.

¹⁸ Voir carte (Annexe A).

¹⁹ « RCA : à Obo, le départ des soldats ougandais inquiète la population », Radio France Internationale (RFI), 22 mai 2017.

intensification depuis fin 2016, il est important, pour comprendre les événements actuels, de restituer la dimension politique et identitaire du conflit, qui se manifeste notamment par le retour à des revendications d'autochtonie apparues avec force en 2013.

1. Une lutte pour le contrôle des territoires et l'impossible réunification de l'ex-Seleka

Depuis quinze ans, le centre et l'Est du pays sont devenus une zone grise échappant au contrôle étatique et faisant l'objet d'âpres rivalités entre groupes armés pour le contrôle des ressources sur fond de tensions ethniques. En 2012, une majorité de ces groupes a formé une coalition opportuniste, « la Seleka », pour prendre le pouvoir, avant de se fragmenter à nouveau dans des rivalités violentes et des jeux d'alliances très instables.

Depuis fin 2016, les combats ont atteint une nouvelle intensité. Les velléités expansionnistes de deux factions de l'ex-Seleka, l'Union pour la paix en Centrafrique (UPC), majoritairement composée de Peul, et la coalition menée par le Front populaire pour la renaissance de la Centrafrique (FPRC),²⁰ qui se disputent les territoires d'une partie de la Haute-Kotto, de la Ouaka et du Mbomou, et l'impossible réunification de l'ex-Seleka, ont déclenché des affrontements incessants entre ces groupes et abouti à la diffusion d'un discours anti-Peul.

La rhétorique dangereuse de la centrafricanité, déjà utilisée à la fin des années 2000 par des groupes armés du Nord-Est pour stigmatiser leurs rivaux,²¹ puis en 2012 par les proches de Bozizé pour désigner les musulmans comme des étrangers, a été reprise opportunément par le FPRC et des groupes anti-balaka pour stigmatiser les populations peul et les assimiler à des Tchadiens ou à des Nigériens. En temps de crise, ces discours et la propagande des groupes armés ont trouvé un écho très favorable auprès des populations, qui se sont radicalisées à leur tour.²²

Les accords de délimitation et de partage de territoires, comme ceux de Mbrès signés entre l'Union pour la paix en Centrafrique et le Front populaire pour la renaissance de la Centrafrique mi-2016, ou l'accord de fin de crise en Haute-Kotto de novembre

²⁰ « Organisée autour d'un Haut conseil suprême présidé par Nourredine Adam et d'un Conseil national de défense et de sécurité dirigé par Abdoulaye Hissène, la coalition rassemble les dirigeants de plusieurs groupes de l'ex-Séléka, notamment Mahamat al-Khatim du Mouvement patriotique pour la Centrafrique (MPC), Azor Alite et Zakaria Damane du Rassemblement patriotique pour le renouveau de la Centrafrique (RPRC) et Ahmat Issa de l'ancienne faction arabe de l'UPC. Bien que dans les faits Abdoulaye Hissène soit le chef militaire, la chaîne de commandement reste relativement floue, plusieurs dirigeants se présentant parfois comme chef d'état-major de la coalition, notamment le général Azor, Mahamat Saleh et Mahamat al-Khatim. » Extrait du « Bilan à mi-parcours du Groupe d'experts sur la RCA reconduit par la résolution 2339 (2017) du Conseil de sécurité », op. cit.

²¹ A la fin des années 2000, l'Union des forces démocratiques pour le rassemblement (UFDR) de Michel Djotodia, à dominante gula, stigmatisait les Runga associés à la Convention des patriotes pour la justice et la paix (CPJP), un autre groupe rebelle rival créé en 2008 au nord-est du pays. Les Rungas étaient déjà accusés d'être étrangers. Aujourd'hui, les chefs de ces groupes sont très présents au sein du FPRC mais les tensions demeurent entre Gula et Runga. Pour plus d'informations sur ces groupes, lire le rapport Afrique de Crisis Group N°203, *République centrafricaine : les urgences de la transition*, 11 juin 2013.

²² Entretiens de Crisis Group, acteurs de la société civile, chefs religieux, chefs traditionnels peul, gula, runga, banda, représentants de groupes armés, Bria et Bambari, décembre 2016.

2016, n'ont jamais été respectés.²³ Par voie de communiqués de presse, chaque groupe a longtemps accusé l'autre de vouloir occuper ses zones d'influence. L'organisation de médiations par la communauté islamique locale en 2016 n'a pas permis d'infléchir cette dynamique.

Au contraire, ces groupes ont continué à recruter, y compris à l'étranger, et à s'approvisionner en armes depuis le Tchad (Tissi et Ngarba), le Soudan (d'Um Dukhun et Am Dafok) et le Soudan du Sud pour le Front populaire pour la renaissance de la Centrafrique (FPRC) et depuis la République démocratique du Congo (RDC) et le Soudan du Sud pour l'Union pour la paix en Centrafrique (UPC).²⁴ Cette lutte pour le contrôle des territoires, des ressources minières et caféières a entraîné de très lourds combats comme autour des mines d'or de Ndassima ou encore à Bria en novembre 2016.²⁵ Cela a également abouti au déplacement des lignes de clivage traditionnelles et à la formation d'alliances de circonstances entre les ennemis d'hier : le FPRC s'est allié épisodiquement à une série de groupes d'autodéfense locaux contre l'UPC et plus largement contre les populations peul. Ces alliances ont depuis volé en éclats.

Cette recrudescence des affrontements a fait suite à l'échec du projet de réunification de l'ex-Seleka fin 2016. Dès la transition politique, en l'absence d'interlocuteurs fiables, les autorités centrafricaines et la communauté internationale ont demandé aux différentes factions de l'ex-Seleka de se structurer pour le sommet de Brazzaville de juillet 2014 et prêté assistance pour la tenue d'un congrès de la Seleka à Ndélé en mai 2014, en vain. En 2016, l'Organisation de la coopération islamique (OCI) a travaillé au rapprochement des composantes de l'ex-Seleka, sans davantage de succès. En réalité, l'unité de la Seleka n'a duré que trois mois, le temps de prendre le pouvoir. Dès le coup d'Etat réussi, cette coalition très hétéroclite qui rassemblait les ennemis d'hier s'est fissurée et de nombreux dirigeants ont menacé de mort le président putschiste Michel Djotodia.²⁶ En 2014, Ali Darassa, l'un des chefs militaires de l'ex-Seleka, quittait Bangui pour Bambari et créait l'UPC à la demande des Peul de Bambari qui disaient déjà subir les attaques des autres mouvements de l'ex-Seleka et des milices anti-balaka.

Depuis, les rivalités de commandement, une compétition féroce pour le contrôle des potentats locaux et des désaccords sur la stratégie à adopter vis-à-vis du pouvoir central ont empêché la réunification de ces factions autour d'une cause commune.²⁷ L'échec du rassemblement proposé par Noureddine Adam²⁸ lors de l'assemblée générale tenue à Bria en octobre 2016, et celui des réunions de Ndélé et de Sido qui ont suivi, ont signé l'acte de décès d'une coalition de la Seleka qui n'a jamais réellement existé.²⁹

²³ « Accord de fin de crise en Haute-Kotto entre l'UPC et le FPRC », Bria, novembre 2016.

²⁴ « Bilan à mi-parcours du Groupe d'experts sur la RCA reconduit par la résolution 2339 (2017) du Conseil de sécurité », op. cit.

²⁵ « RCA : nouvelles violences à Bria entre deux factions de l'ex-Seleka », RFI, 23 novembre 2016.

²⁶ Entretiens de Crisis Group, chefs de groupes armés, Bangui, avril 2013.

²⁷ Voir le rapport de Crisis Group, *Centrafrique : les racines de la violence*, op. cit.

²⁸ Noureddine Adam est un des chefs militaires les plus aguerris de la Seleka. Voir son parcours dans le rapport de Crisis Group, *République centrafricaine : les urgences de la transition*, op.cit.

²⁹ Seul le Rassemblement patriotique pour le renouveau de la Centrafrique (RPRC) s'était associé au projet du FPRC lors de l'assemblée générale de Bria. Plus tard, le Mouvement patriotique pour la

En 2017, la situation s'est rapidement détériorée. En février et mars, la ville de Bambari est devenue un point de fixation des tensions entre les groupes armés en concurrence et un enjeu sécuritaire et politique majeur pour les autorités et leurs partenaires. Sa position stratégique de carrefour reliant Bangui, à l'ouest, et les routes allant vers le nord du pays et le Soudan, à l'est, a fait de cette ville un « verrou » entre la capitale et les rébellions de l'Est. Aussi, face à la menace d'une nouvelle expédition guerrière du Front Populaire pour la renaissance de la Centrafrique à Bambari, la Minusca y a concentré beaucoup de moyens et les Casques bleus ont adopté une posture plus offensive.³⁰ Depuis mars, le président Touadéra et des membres du gouvernement y ont effectué plusieurs visites, accompagnés de bailleurs de fonds, afin d'annoncer le retour de l'Etat à l'est du pays.³¹ Un maire, un procureur, soixante gendarmes et trente policiers y ont été déployés.

Mais l'optimisme suscité chez les autorités et leurs partenaires par cette opération « ville sans groupes armés » est retombé. Le redéploiement d'une petite administration n'équivaut pas à la restauration de l'autorité de l'Etat et les gendarmes sont sous escorte des Casques bleus. Surtout, le départ de Bambari du chef de l'UPC Ali Darassa sous la pression de la Minusca, en février 2017, a déplacé le conflit plus au sud. Son groupe s'est adonné à des pillages, entraînant la création d'une myriade de groupes d'autodéfense locaux dont certains ont pactisé avec le FPRC, recevant argent et armes et menant des expéditions punitives contre les Peul.³²

L'attaque de Bangassou, le 13 mai 2017, par des groupes de miliciens locaux dits « d'autodéfense » soutenus par d'anciens membres des FACA venus de l'ouest du pays, qui a fait plus d'une centaine de morts, a provoqué un électrochoc.³³ En effet, les groupes d'autodéfense locaux s'en sont pris aux Peul mais aussi au reste de la population musulmane ; depuis, la ville subit de nombreux assauts et, début septembre, 2 000 musulmans étaient toujours retranchés dans l'évêché de Bangassou, sous la protection des Casques bleus. Alors que la mosquée et les maisons des musulmans ont été détruites, ces derniers se savent menacés s'ils quittent l'enceinte de l'église. Dans un tel contexte, Stephen O'Brien, secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires des Nations unies a même évoqué des signes avant-coureurs de génocide.³⁴

Centrafrique (MPC) a rejoint la coalition à Sido mais l'UPC a continué à y opposer une fin de non-recevoir.

³⁰ « La guerre de Bambari n'aura pas lieu », disait le Général Keita, commandant de la force de la Minusca. En février, des hélicoptères de la Minusca ouvrent le feu sur une colonne du FPRC qui descendait vers Ippy, apparemment sans toucher leur cible. Zoundeko, un des chefs de la coalition, retrouvé mort concomitamment, aurait été tué par d'autres rebelles. Après avoir lancé un ultimatum, la Minusca obtient le départ de Darassa et des chefs anti-balaka « Gaëtan » et « Tarzan » de Bambari. Entretiens de Crisis Group, experts sécuritaires, Bangui, juin 2017.

³¹ Lors de sa visite en mars 2017, Touadéra était accompagné par Makhtar Diop, vice-président de la Banque mondiale, un des principaux bailleurs de fonds de la RCA, venu annoncer de futurs investissements dans la région (6 milliards de francs CFA, environ 10,7 millions de dollars). Cependant, la situation sécuritaire ne permettra sans doute pas le décaissement d'une grande partie de ces financements à court terme.

³² Plusieurs chefs anti-balaka connus comme Marcelin et Gaëtan sont allés à Bria pour sceller une alliance avec les caciques du FPRC au quartier Borno.

³³ « A Bangassou, une attaque meurtrière très préparée », *La Croix*, 18 mai 2017.

³⁴ « UN sees early warning signs of genocide in CAR », *Al Jazeera*, 8 août 2017.

Suite à l'attaque de Bangassou en mai, des affrontements très violents ont opposé une aile du FPRC et des anti-balaka à Bria en juin et en août 2017 puis plus largement dans la Haute-Kotto.³⁵ En septembre 2017, des combats ont même éclaté entre la faction majoritairement arabe et runga du FPRC et celle composée essentiellement de combattants gula en raison de leur proximité avec des chefs anti-balaka. Ainsi, dans cette ville, on assiste au réveil des vieilles rivalités entre Gula et Runga qui avaient déjà fait de très nombreux morts dans ce bassin minier en 2011.³⁶ Le conflit s'est également déplacé plus à l'est jusqu'au Haut-Mbomou où les tensions ont récemment dégénéré entre les milices locales et des combattants de l'UPC sur l'axe Rafaï-Mboki. Dans certaines villes comme Zémio, ces conflits entraînent la montée des tensions intercommunautaires entre éleveurs peul, nombreux dans la zone depuis le début des années 80, et le reste de la population.³⁷

2. Le retour des vieux démons : un conflit ethno-commercial et des revendications d'autochtonie

Au-delà des alliances et rivalités entre groupes armés, la dimension politique et identitaire de la crise est fondamentale. Celle-ci se nourrit de haines communautaires qui dévoilent les fractures de la société centrafricaine. La violence qui a frappé Bangassou depuis mai 2017 en est un triste exemple. Elle a été accompagnée de revendications d'autochtonie et a mis en relief des jalousies sociales tenaces, liées notamment aux activités commerciales. Comme à Bangui en 2014, les maisons de musulmans ont été pillées, brûlées, et des mosquées attaquées. Le quartier Tokoyo, qui regroupe une bonne partie des commerçants de la ville, a été le premier visé.³⁸

Si cette violence découle en premier lieu de l'expansion de l'UPC vers le sud, elle trouve son ancrage dans une hostilité communautaire forte et ancienne. D'après des habitants de Bangassou, les commerçants nzakara, mbogou et kara, essentiellement chrétiens, reprochaient aux commerçants musulmans (arabes et peul) de vendre leurs produits à des prix trop bas et de leur faire concurrence. A Bangassou comme dans une grande partie du territoire centrafricain, les minorités musulmanes (20 pour cent environ de la population du pays) sont plus riches et disposent de réseaux plus étendus. Ils organisent une grande partie des échanges commerciaux locaux, ce qui induit une forme de domination et de hiérarchie sociale parfois mal vécue par la frange chrétienne et animiste de la population. Le ressentiment envers les commerçants musulmans s'exprime à travers des appellations péjoratives comme les

³⁵ Entretien de Crisis Group, militaire, Bangui, juin 2017.

³⁶ Les groupes de l'UFDR et de la CPJP se sont battus depuis longtemps pour le contrôle des ressources de Bria. Cette compétition avait entraîné des batailles sanglantes, notamment en 2011 entre les deux groupes armés. Lire le rapport de Crisis Group, *République centrafricaine : les urgences de la transition*, op. cit.

³⁷ La présence importante de Peul à Zémio et Mboki, le plus grand marché du Sud-Est du pays, tend à rassurer de nombreux éleveurs pris pour cible et attire des éléments de l'UPC, eux-mêmes sur la défensive. Malheureusement, la présence d'éléments de l'UPC au Sud-Est provoque de nouveaux amalgames et l'ensemble de la population Peul est perçue par les autres communautés comme complice du groupe armé.

³⁸ « Centrafrique : à Bangassou, le pire côtoie le meilleur de l'humanité », *La Croix*, 26 juin 2017.

« Bengue », les « Toubé » ou les « grands boubous », et les violences prennent parfois la forme de règlements de comptes collectifs.³⁹

Dans un contexte de violence exacerbée, les consciences particularistes prospèrent avec l'affirmation de l'idée d'autochtonie. Ainsi, suivant un scénario tristement connu en RCA, des références historiques parfois fallacieuses sont utilisées pour affirmer que les musulmans de la ville viennent d'ailleurs et qu'ils sont étrangers. A Bangassou, l'évocation, tronquée historiquement, de la ténacité du guerrier Bangassou face aux caravaniers arabes sert à mobiliser la population pour « résister ». L'attaque de Bangassou de mai 2017 était planifiée et avait l'appui de certains hommes politiques et sans doute la bénédiction d'un pasteur.⁴⁰ Des témoignages évoquent d'autres formes de soutien aux agresseurs dans l'entourage du sultan de Bangassou et parmi des parlementaires et leurs suppléants.⁴¹

Au-delà de Bangassou, l'idée que les musulmans sont étrangers est en effet répandue au sein d'une partie de la population et de l'administration centrafricaines. Cela se traduit notamment par des discriminations dans la délivrance des papiers d'identité et des actes de naissance, dont beaucoup ont été détruits lors des violences. Ainsi, à Bangui comme à Bouar, il n'y a pas eu d'audiences foraines dans les quartiers majoritairement musulmans (respectivement le 3^{ème} arrondissement et le quartier Haoussa à Bouar), en raison des réticences des magistrats à délivrer des jugements supplétifs à des musulmans dont la nationalité leur paraît « douteuse ».⁴²

Les consultations populaires locales organisées en amont du forum de Bangui de 2015 avaient déjà démontré la prégnance de ce sujet.⁴³ Dans plusieurs communes de l'Ouham et de l'Ouham-Pendé, les représentants des communautés avaient demandé le retrait des documents d'identité aux étrangers et la révision des conditions d'obtention de la nationalité. Plus tard, lors du forum, les représentants des anti-balaka ont exigé « l'annulation de tous les passeports, cartes de séjour et cartes nationales d'identité » délivrés ces dernières années.⁴⁴

A l'Est, les chefs des groupes armés et leurs soutiens politiques font également appel à l'histoire et jouent sur la fibre identitaire pour mobiliser la jeunesse. La Seleka, aux yeux de certains notables musulmans, apparaît de manière métaphorique comme une vengeance des empires arabo-soudanais défaits au cours du dix-neuvième siècle

³⁹ Rapport de Crisis Group, *Centrafrique : les racines de la violence*, op. cit.

⁴⁰ Si une majorité de chefs religieux ont tenté d'apaiser la situation, un pasteur aurait permis la diffusion dans son église de propos haineux à l'encontre des musulmans et d'incitations à la violence. Entretiens de Crisis Group, autorités de Bangassou, chercheurs, Bangui, juin 2017.

⁴¹ Entretiens de Crisis Group, autorités de Bangassou, chercheurs, Bangui, juin 2017.

⁴² Des audiences foraines pour les jugements supplétifs d'actes de naissance ont été organisées par des ONG pour permettre aux familles qui n'en ont pas de disposer d'actes de naissance. Entretien de Crisis Group, consultant/chercheur, Bangui, juin 2017.

⁴³ Le forum de Bangui, organisé en mai 2015, avait pour ambition d'être la première étape d'un véritable processus de réconciliation. Il a réuni plus de 600 participants originaires de l'ensemble des préfectures du pays et d'obédiences religieuses différentes venus débattre et s'entendre sur des recommandations concernant divers sujets comme la gouvernance, l'économie ou encore la réconciliation. Voir les conclusions du « Rapport général du Forum national de Bangui », République centrafricaine, Bangui, mai 2015.

⁴⁴ Voir le « Rapport consolidé des missions des consultations populaires à la base en République centrafricaine », Bangui, mars 2015 et les « Recommandations de l'ex-mouvement des patriotes anti-balaka », Coordination nationale des anti-balaka, Bangui, mai 2015.

au moment de la colonisation.⁴⁵ Ainsi, à l'inverse de groupes comme l'UPC qui évoluent essentiellement sur un double registre de prédation économique et de protection des éleveurs, d'autres comme le FPRC ont des visées plus politiques. Dans ses communiqués mais aussi lors de nos entretiens, le groupe évoque l'histoire du sultanat de Senoussi,⁴⁶ et propose une partition du pays, un fédéralisme ou une autonomie en fonction des circonstances afin de peser dans la négociation.⁴⁷

L'idée de partition du pays, inspirée par certains membres de l'administration, a été mise en avant dès le sommet de Brazzaville en juillet 2014.⁴⁸ En décembre 2015, le FPRC a hissé un drapeau à Ndélé pour proclamer l'indépendance du Dar el-Kouti puis de la République du Logone. Bien sûr, ces actions sont teintées d'opportunisme, mais il serait illusoire de n'y voir qu'une stratégie de rapport de force des rebelles. Ainsi, en coulisses, certains intellectuels, ou autorités traditionnelles comme le « sultan »⁴⁹, tel qu'il se fait appeler dans le quartier Borno de Bria, ou encore l'ancien député de la circonscription, rappellent aux jeunes l'époque où la RCA était sous domination des sultanats.⁵⁰ Il n'est donc pas surprenant que le FPRC exige en amont de tout désarmement la signature d'un accord politique global et exprime souvent le souhait d'une forme d'autonomie de leur région.⁵¹

3. L'incapacité de l'ONU à répondre aux défis sécuritaires

L'objectif stratégique de la Minusca est « d'aider à créer des conditions qui permettent de réduire durablement la présence de groupes armés et la menace qu'ils représentent ».⁵² Mais aujourd'hui, la tendance est à l'intensification des attaques, l'augmentation du nombre de groupes armés et la consolidation de leur emprise territoriale. Cela traduit l'incapacité des Casques bleus à remplir leur mandat, avec des conséquences dramatiques pour les populations. Cette faiblesse crée d'abord un sentiment de rejet chez la population et les acteurs politiques centrafricains ; elle réduit aussi fortement le rôle politique que l'ONU peut jouer dans la médiation, alors même que le Conseil de sécurité en appelle à une solution négociée.⁵³

Comme beaucoup de missions onusiennes, la Minusca présente plusieurs faiblesses majeures. Elle est d'abord sous-dimensionnée et sous-équipée. Face à la multiplication des « points chauds », la mission est complètement débordée. Seuls un peu plus de 12 000 soldats de la Minusca sont déployés et Bangui concentre une partie importante des efforts. De surcroît, sa marge de manœuvre opérationnelle est très faible. Alors que les groupes anti-balaka détruisent les ponts faits de planches dans de nombreuses régions, l'absence de moyens aériens – seuls deux hélicoptères sont disponibles –

⁴⁵ Entretiens de Crisis Group, membre d'une association musulmane, Bambari, mars 2015 ; membre des autorités locales, Bria, mars 2014.

⁴⁶ Pour en savoir plus sur Senoussi, lire Pierre Kalck, *Histoire de la République centrafricaine* (Paris, 1977) et Bernard Simiti, *Le Dar-El-Kouti empire oubanguien de Senoussi (1890-1911)*.

⁴⁷ Entretiens de Crisis Group, cadres du FPRC, Bria, décembre 2016.

⁴⁸ Voir le commentaire de Crisis Group, « Centrafrique : quatre priorités pour le nouveau président », 10 mai 2016.

⁴⁹ En réalité, un membre de la famille du Sultan de Birao.

⁵⁰ Entretien de Crisis Group, membre des autorités locales, Bria, mars 2014.

⁵¹ Entretiens de Crisis Group, cadres du FPRC, Bria, décembre 2016.

⁵² « Résolution 2301 », Conseil de sécurité des Nations unies, S/RES/2301, 26 juillet 2016.

⁵³ « Pourquoi la crise centrafricaine dure et va durer... », The Conversation, 23 mai 2017.

réduit les possibilités de poursuites.⁵⁴ Pour repousser ces limites, de nouveaux effectifs viennent d'être déployés et un contingent brésilien pourrait l'être bientôt, peut-être sous la forme d'une force de réaction rapide. Le Département des opérations de maintien de la paix des Nations unies s'apprête à demander des renforts en troupes conséquents au Conseil de sécurité. Les Français y semblent déjà très favorables et les Américains pourraient donner leur aval, mais demandent que des sanctions plus dures soient prises à l'encontre des contingents impliqués dans des violences sexuelles.⁵⁵

Néanmoins, au-delà du manque d'effectifs et de capacités, le faible degré d'engagement et de réactivité de la force pose problème. L'incapacité de la Minusca à prévenir l'attaque de Bangassou en mai 2017 en est une illustration dramatique. Des membres du personnel onusien, des ONG et les autorités locales de Bangassou évoquent des signes avant-coureurs : les groupes d'autodéfense venus d'ailleurs se positionnaient à l'entrée de la ville et l'annonce d'une attaque imminente était largement diffusée.⁵⁶ A cette occasion, les Casques bleus présents sur place avaient même demandé des renforts. Pourtant, comme à Bria en novembre 2016, l'accumulation de signaux n'a pas permis d'éviter le pire. Cela met en exergue une fois de plus le peu de rapidité et de souplesse des troupes onusiennes mais aussi les résistances de plusieurs contingents à quitter leurs zones d'assignation.

En outre, dans les zones où les tensions intercommunautaires sont fortes, la population met en doute – injustement – la neutralité des Casques bleus. Ainsi, la proximité entre des contingents majoritairement musulmans et des commerçants locaux prête souvent à une série d'amalgames destructeurs dont la RCA a largement fait les frais depuis 2013. Par une série d'associations dangereuses, les Casques bleus sont parfois accusés par une partie de la population de prendre parti pour un groupe armé de l'ex-Seleka en raison de leur obédience musulmane. Même si ces perceptions sont peu fondées, elles n'en demeurent pas moins vives et posent la question d'une redéfinition de la stratégie de déploiement des Casques bleus. Dans un avenir proche, les provocations et attaques contre la Minusca, qui a déjà perdu une dizaine d'hommes en 2017, pourraient se multiplier.

⁵⁴ Entretien de Crisis Group, expert militaire, Bangui, juin 2017.

⁵⁵ Entretien de Crisis Group, diplomates, New York, septembre 2017.

⁵⁶ Entretiens de Crisis Group, autorités de Bangassou, membres d'ONG, expert militaire, membres du personnel onusien, Bangui, juin 2017.

IV. Dialogues et tentatives de médiation

La fin de la transition politique, marquée par les élections et la nomination d'un nouveau gouvernement en avril 2016, a mis un terme à un dispositif de médiation internationale piloté par le président de la République du Congo Denis Sassou-Nguesso et la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC). Le groupe international de contact a été dissous et, depuis la fin de 2016, on assiste à une concurrence entre plusieurs acteurs autour de la médiation de la crise. En interne, outre le canal de médiation officiel entre le gouvernement et les groupes armés – qui se limite surtout aux discussions sur le processus de démobilisation, désarmement, réinsertion et rapatriement (DDRR) –, un projet d'initiative parlementaire et un mémorandum des partis et associations politiques ont été signés en mai et juin 2017 et visent à associer davantage l'Assemblée nationale et les formations politiques au processus de sortie de crise.⁵⁷

Du côté des médiateurs internationaux, on trouve des Etats, des organisations régionales et des acteurs spécialisés dans la médiation. L'Union africaine et les puissances régionales (Tchad, Angola, République du Congo, CEEAC, Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL)) sont revenues dans le jeu en 2016 en réunissant des initiatives parallèles pour lancer une médiation de l'Union africaine, présentée devant le Conseil de sécurité des Nations unies en mars 2017.⁵⁸ D'autres acteurs non étatiques ont rejoint le banquet des médiateurs. La communauté de Sant'Egidio à Rome, une organisation catholique qui s'était engagée en 2015 pendant la transition politique, notamment sur le Pacte républicain, a organisé de nouvelles rencontres en 2017 dans la capitale italienne. D'abord tenues à huis clos avec des représentants des groupes armés, elles ont été élargies et ont abouti en juin à la signature d'un accord politique de paix.⁵⁹

Mais jusqu'ici, ces initiatives de médiations internationales n'ont aucune influence sur les dynamiques sécuritaires locales. En outre, elles révèlent des agendas divergents, des rivalités institutionnelles et des cultures de médiation différentes. La dispersion et la concurrence entre les interventions diplomatiques ne favorisent pas l'avancement des dossiers et aucun résultat concret n'a encore été obtenu. Face à ce constat, l'Union européenne a organisé à Bruxelles le 21 juin 2017 une table ronde des médiateurs pour tenter de relancer une médiation internationale cohérente et crédible. Depuis, ces divers acteurs ont affirmé à plusieurs reprises, y compris en septembre 2017 à New York, apporter leur soutien à la feuille de route adoptée par l'Union africaine en juillet 2017 à Libreville, mais des désaccords persistent. Ces

⁵⁷ Ces documents contiennent plusieurs suggestions importantes : les recommandations du forum de Bangui tenu en mai 2015 doivent être le cadre de référence pour le processus de paix ; un accord de paix doit prendre la forme d'une loi et être soumis au vote du parlement ; les négociations devraient avoir lieu en RCA et pourraient être facilitées par le Conseil national de la médiation avec l'appui d'experts internationaux.

⁵⁸ Pour que l'Union africaine conserve un rôle à la suite des élections, son représentant spécial pour la RCA de l'époque, Hacen Lebatt, a poussé pour la création d'un groupe international de soutien. Dans la version initiale du projet, il devait être présidé par l'UA, mais devant le vif mécontentement des Nations unies et d'autres partenaires de la RCA, sa présidence a été élargie à de nombreux acteurs internationaux. Voir l'entretien d'Hacen Lebatt, RFI, 23 mars 2017.

⁵⁹ « Accord politique pour la paix en République centrafricaine », Rome, 19 juin 2017.

prochains mois permettront sans doute de voir si une coordination renforcée des acteurs internationaux est possible et si elle peut ouvrir la voie à une sortie de crise.

A. *Impasse du dialogue entre gouvernement et groupes armés*

Jusqu'à récemment, le cadre de discussion entre le gouvernement et les groupes armés se limitait presque exclusivement au comité DDRR ; or celui-ci n'avance pas. Le président Touadéra a reçu les groupes rebelles à Bangui et est allé à leur rencontre en province, notamment à Bouar, Kaga Bandoro et Bria. Lors des réunions du comité consultatif et de suivi du DDRR tenues depuis octobre 2016, une stratégie nationale de DDRR a été adoptée. Mais tandis que les cinquième et sixième réunions du comité réunissaient pour la première fois en juin 2017 les représentants de tous les groupes armés à Bangui, y compris du Front démocratique du peuple centrafricain (FDPC) d'Abdoulaye Miskine, la violence a repris dans les provinces.⁶⁰ Alors même que leurs hommes commettaient des exactions, les représentants des groupes armés se défaussaient de leurs responsabilités et accusaient des groupes étrangers.⁶¹ En outre, les récentes déclarations de Noureddine Adam qui conditionnent la participation des combattants du FPRC au DDRR à la libération de ses membres détenus au Camp de Roux illustrent l'impasse dans laquelle se trouve le processus. Face à tous ces obstacles, même les autorités et les Nations unies émettent de sérieux doutes sur la réussite du DDRR.⁶²

Dès le début de la transition politique en 2013, comme dans une majorité de pays africains frappés par une guerre civile, l'agenda de la résolution du conflit s'est articulé autour d'un programme de démobilisation, désarmement, réinsertion et rapatriement (DDRR) pour les groupes armés et la reconstitution d'une armée professionnelle et multiethnique. Ces deux objectifs sont au menu des négociations depuis de très nombreuses années. Des sessions avaient déjà été organisées en 2008 lors du dialogue politique inclusif pour comprendre pourquoi les précédents programmes de démobilisation, désarmement et réinsertion (DDR) n'avaient pas été mis en œuvre. Presque cinq ans après le début de la crise, ces chantiers définis comme prioritaires à la fois par les autorités centrafricaines et leurs partenaires internationaux avancent très lentement.

La base du processus DDRR actuel a été formalisée par un accord au cours de la transition politique lors du forum de Bangui le 8 mai 2015.⁶³ En parallèle, un pro-

⁶⁰ Abdoulaye Miskine et Jean Wilybiro Sako, ministre en charge du DDR ont signé le 1^{er} juin 2017 à Brazzaville l'avenant de l'accord de Bangui relatif au DDR.

⁶¹ Entretiens de Crisis Group, diplomates, Bangui, juin 2017.

⁶² Entretiens de Crisis Group, diplomates, Bangui, juin 2017.

⁶³ Signé à l'époque par dix groupes armés et le gouvernement de transition, l'accord posait un grand principe : seuls les combattants membres des groupes armés signataires et en possession d'armes de guerre seraient éligibles au DDRR. Depuis, ce critère a été assoupli pour que les combattants des groupes non signataires y aient aussi accès. Conformément aux schémas classiques, le DDRR prévoit que les combattants soient regroupés sur plusieurs sites et pris en charge par les autorités. Par la suite, il est prévu que ces combattants soient réinsérés dans des programmes de relèvement communautaire ou intégrés dans les forces de sécurité sur une base individuelle, après un processus de vérification (*vetting*) et en fonction des capacités d'absorption des corps armés. Voir « Accord sur les principes de désarmement, démobilisation, réintégration et rapatriement

gramme de réduction de la violence communautaire (RVC) a été adossé au DDRR et concerne les combattants non éligibles à ce dernier qui voudraient se voir offrir des possibilités de réinsertion. Tandis que le programme de réduction de la violence communautaire a été mis en œuvre dans plusieurs villes du pays, notamment à l'ouest, le DDRR piétine. Des activités de pré-DDRR qui consistent à lancer des travaux, notamment à haute intensité de main d'œuvre (THIMO) en échange d'un stockage « provisoire » des armes, ont été lancées dans plusieurs villes du pays. Mais à chaque soubresaut sécuritaire, les combattants reprennent leurs armes pour retourner se battre, comme ce fut le cas ces derniers mois à Bambari.⁶⁴ Un projet pilote DDR pour 560 combattants, soit 40 par groupe, vient de commencer et plusieurs dizaines de rebelles ont désarmé, mais cela ne représente qu'un traitement homéopathique étant donné le nombre de miliciens armés dans le pays.

Alors que les bailleurs internationaux se sont engagés à fournir 45 millions de dollars pour le DDRR, les conditions politiques et sécuritaires ne sont pas réunies pour sa mise en œuvre.⁶⁵ Les points de blocage pour le désarmement des groupes armés sont nombreux. Ils ont d'abord trait à la nature des groupes armés. Leur déstructuration et leur fragmentation rend la représentativité des dirigeants qui négocient très incertaine et les accords qu'ils signent souvent inopérants. Ils sont aussi liés au contexte. L'escalade du conflit et l'absence de garanties de sécurité minimales pour les minorités accentuent une forme de dépendance sécuritaire des populations vis-à-vis des groupes armés, renforçant ces derniers.

L'intégration dans l'armée des rebelles est aussi un véritable point d'achoppement. Pour les miliciens, le DDRR est une promesse d'intégration automatique dans les forces de sécurité. « Pour moi, le DDR est une visite médicale, si vous êtes aptes, alors vous réintégrez les forces de sécurité, sinon, vous retrouvez la vie civile », confie un chef influent de groupe armé.⁶⁶ Or, les autorités à Bangui rechignent souvent à intégrer les ennemis d'hier dans ce qui est considéré par tous en RCA comme le point névralgique du pouvoir.⁶⁷ Enfin et surtout, la non-mise en œuvre du DDR est aussi liée à l'incapacité des forces internationales à équilibrer le rapport de force avec les rebelles, condition sine qua non pour qu'ils négocient. Aujourd'hui, la Minusca en est réduite à essayer de contenir leurs actions.

Confrontées au surplace du DDRR, les autorités centrafricaines n'ont pas réussi à insuffler une nouvelle dynamique de médiation pour apaiser la situation et réduire le niveau de violence.

B. Initiative africaine

Dans ce contexte, une première initiative de médiation lancée par l'Union africaine début 2017 avec le soutien du Tchad, de l'Angola, de la CIRGL, de la République du

(DDRR) et d'intégration dans les corps en uniforme de l'Etat centrafricain entre le gouvernement de transition et les groupes armés », Bangui, 10 mai 2015.

⁶⁴ Entretien de Crisis Group, membre du personnel onusien, Bambari, décembre 2016.

⁶⁵ « Pourquoi la crise centrafricaine dure et va durer... », op. cit.

⁶⁶ Entretien de Crisis Group, chef rebelle, Bangui, avril 2016.

⁶⁷ Thierry Vircoulon, « La reconstitution de l'armée centrafricaine : un enjeu à hauts risques », note de recherche n°36, Institut de recherche stratégique de l'école militaire (IRSEM), 28 avril 2017.

Congo et de la CEEAC, baptisée « Initiative africaine pour la paix et la réconciliation »⁶⁸, avait pour but déclaré de favoriser la reprise du dialogue entre les groupes armés et le gouvernement pour aboutir à un désarmement effectif des premiers en échange de contreparties, notamment politiques.⁶⁹ Mais rapidement, des désaccords de fond sont apparus.

1. Genèse de l'initiative

L'initiative de l'UA fait suite à d'autres tentatives de médiation menées notamment par Cheick Tidiane Gadio, mandaté par l'Organisation de la coopération islamique (OCI). Dès 2014, il contacte les protagonistes du conflit, y compris l'ancien président Bozizé, en exil depuis le coup d'Etat de mars 2013.⁷⁰ En 2015, l'OCI organise une rencontre avec le Front populaire pour la renaissance de la Centrafrique au Tchad (FPRC) et obtient une cessation des hostilités le temps des élections.⁷¹ Gadio s'aperçoit vite de l'absence d'agenda et d'ingénierie politique des rebelles de l'ex-Seleka et s'efforce de faire dialoguer les rebelles les plus inflexibles et de les inciter à formuler des revendications acceptables. Mais la crainte des autorités centrafricaines et tchadiennes d'une confessionnalisation de la médiation et la volonté de la sous-région de réinvestir le dossier aboutissent à un passage de témoin. La huitième session extraordinaire de la conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de la CEEAC, le 30 novembre 2016 à Libreville, entérine le retour de la sous-région, qui dit vouloir soutenir une initiative de l'UA. Un sujet cher à N'Djamena est évoqué : l'intégration massive des rebelles dans l'armée.⁷²

Au même moment, en décembre 2016, plusieurs représentants du FPRC, du Mouvement patriotique pour la Centrafrique (MPC)⁷³ et des anti-balaka se rendent à Luanda pour un exercice de médiation parallèle. Ils sont reçus par les autorités angolaises, notamment par André de Oliveira João Sango, directeur général des services secrets. L'intérêt angolais pour le dossier centrafricain n'est pas nouveau. Le pays a fourni une assistance financière aux autorités de transition et proposé d'envoyer des troupes en RCA en 2015.⁷⁴ De plus, Luanda plaide depuis longtemps pour le retour dans les négociations des anciens présidents Bozizé et Djotodia.

⁶⁸ « Nous sommes en train de développer un accord de paix et de réconciliation en RCA », RFI, 14 février 2017.

⁶⁹ Idriss Déby évoquait ainsi la nécessité d'organiser « un forum national incluant tous ceux qui aujourd'hui, sont mis à l'écart par la communauté internationale, à savoir les anciens présidents, Bozizé et Djotodia, les chefs de l'ex-Seleka et des anti-balaka ». « Idriss Déby Itno : au lieu de nous donner des leçons, l'Occident devrait écouter notre avis », *Jeune Afrique*, 6 février 2017.

⁷⁰ Entretiens de Crisis Group, chercheur, diplomate, Bangui, décembre 2016.

⁷¹ Après les élections centrafricaines, l'OCI organise également des médiations locales entre les factions de l'ex-Seleka en RCA mais aussi à la frontière tchado-centrafricaine à Sido. Ibid.

⁷² « Communiqué de la 8^{ème} session extraordinaire de la CEEAC », Libreville, 30 novembre 2016.

⁷³ Le Mouvement patriotique pour la Centrafrique (MPC) est apparu fin juillet 2015 et se compose majoritairement de membres de l'ex-Seleka de la zone de Kaga-Bandoro et Kabo au nord du pays. Il est dirigé par Alkatim Mahamat, l'un des principaux dirigeants de l'ex-coalition Seleka.

⁷⁴ Dès juin 2016, lors d'un sommet de la CIRGL alors présidée par l'Angola, le problème centrafricain est évoqué et une levée des sanctions onusiennes et de l'embargo recommandée. « Communiqué du 6^{ème} Sommet ordinaire des chefs d'Etat et de gouvernements de la conférence internationale sur la région des Grands Lacs », Luanda, 14 juin 2016.

Cependant, le résultat de la médiation angolaise, à l'instar de l'accord de Nairobi, signé par les factions les plus dures des anti-balaka et de l'ex-Seleka en 2015, s'apparente davantage à un catalogue de revendications des rebelles qu'à des compromis⁷⁵ et est rejetée par le président Touadéra qui le fait savoir lors d'un séjour en Angola début 2017.⁷⁶

Finalement, au sommet de l'UA à Addis-Abeba en janvier 2017, l'Angola, les pays de la CEEAC et l'UA se mettent d'accord pour coordonner leurs efforts et porter une initiative commune. Cette initiative prend corps en mars 2017 avec l'élaboration d'une feuille de route et d'une note conceptuelle, toutefois encore très flous. Sa présentation par Hacen Lebatt, alors représentant spécial de l'UA pour la RCA, à New York en mars ne permet pas de rassurer les membres du Conseil de sécurité.

2. Une initiative africaine au cœur des débats

L'implication de l'Union africaine, du Tchad, de l'Angola et de la CEEAC présente plusieurs avantages. D'abord, beaucoup voient dans la capacité des pays voisins à exercer une pression, même relative, sur certains chefs de groupes armés la garantie que les combattants les plus inflexibles de l'ex-Seleka rejoindront un processus de sortie de crise.⁷⁷

Le Tchad, notamment, a démontré son influence par le passé : la démission de Djotodia en janvier 2014 a été imposée par Idriss Déby, en concertation avec Paris ;⁷⁸ le calme relatif qui a marqué le processus électoral est aussi le résultat de consignes passées par N'Djamena à des chefs de l'ex-Seleka ; enfin, des personnalités comme Nouredine Adam ou Al Khatim entretiennent des relations étroites avec l'Agence nationale de sécurité tchadienne et des officiers de l'armée tchadienne (ANT). A cet égard, les discussions entamées entre les autorités centrafricaines et Nouredine Adam en août et septembre 2017 ont sans doute été rendues possibles suite à une demande du président tchadien au dirigeant du FPRC. De plus, l'annonce par le ministre tchadien de la Justice, le 24 juin 2017, du gel des avoirs et de l'interdiction d'entrée sur le territoire d'Abdoulaye Hissène, chef militaire de la coalition menée par le FPRC et opérateur économique à N'Djamena, est une bonne nouvelle. Aujourd'hui, bien qu'officiellement en retrait, le Tchad est en réalité très impliqué via la CEEAC et l'Union africaine, toutes deux dirigées par d'anciens ministres des Affaires étrangères tchadiens. « N'Djamena joue à la fois la carte bilatérale et multilatérale », confie un diplomate.⁷⁹

Le deuxième avantage tient à la nécessité d'impliquer les pays de la région dans tout projet de résolution pérenne de la crise centrafricaine. Ainsi, les jurisprudences Patassé (président de la République centrafricaine de 1993 à 2003) et Bozizé ont

⁷⁵ Ainsi, les accords signés par le médiateur angolais, le FPRC et le MPC puis par les anti-balaka et la médiation angolaise prévoient tous deux un statut pour les anciens chefs d'Etat, une amnistie, de nombreux ministères, 40 pour cent des recrutements dans l'armée ou encore des postes dans les entreprises publiques.

⁷⁶ « Angola : Touadéra à Luanda pour un court séjour de travail », La Nouvelle Centrafrique, 12 janvier 2017.

⁷⁷ Voir l'entretien d'Hacen Lebatt, op. cit.

⁷⁸ « RCA : la démission de Djotodia officialisée à Ndjamena », RFI, 11 janvier 2014.

⁷⁹ Entretien de Crisis Group, Bangui, juin 2017.

montré que l'isolement régional des présidents centrafricains était la première étape vers leur destitution par les armes. Patassé avait perdu le soutien de ses voisins et notamment du Tchad qui a aidé Bozizé à le renverser en 2003. Dix ans plus tard, c'est au tour de Bozizé de perdre ses soutiens régionaux et d'être destitué par une rébellion qui entretient des liens étroits avec son voisin du nord.⁸⁰

Or, à l'heure actuelle, Touadéra n'a pas de réels appuis sur la scène régionale. Bien qu'il ait réservé ses premiers voyages au Tchad, ses relations avec Déby ne sont pas au beau fixe, en raison notamment des liens qu'entretiennent certaines figures de l'ex-Seleka avec des dirigeants tchadiens et des réticences initiales de Touadéra face aux initiatives de l'Union africaine. Le dernier voyage du président Touadéra au Tchad en juillet 2017 où il a rencontré Déby, Moussa Faki et le président guinéen Alpha Condé se serait déroulé dans un climat tendu.⁸¹ Les liens entre Luanda et Bangui se sont légèrement distendus à la suite de la médiation angolaise, critiquée par Touadéra. Comme pendant la transition politique, le président congolais Sassou-Nguesso aurait quant à lui une nouvelle fois critiqué le choix du Premier ministre, lui préférant Karim Mekassoua ou Dologuélé, candidat vaincu au second tour de l'élection présidentielle.⁸² Le Cameroun, très préoccupé par la menace que représente Boko Haram, reste en retrait sur le dossier centrafricain. Seul le président équato-guinéen Teodoro Obiang semble offrir un soutien franc au président Touadéra. Cela s'est traduit par la formation de soldats centrafricains et de membres de la garde présidentielle en Guinée équatoriale par des formateurs israéliens.⁸³

Enfin, il est utile d'impliquer les pays voisins car ils ont également intérêt à ce que la situation se stabilise en RCA, même si certains ont joué un rôle délétère par le passé. Par exemple, le Tchad est préoccupé par la situation des musulmans, y compris de commerçants d'origine tchadienne et des transhumants tchadiens, qui se rendent en RCA. En 2003, Déby évoquait un plan d'extermination des Tchadiens en RCA et en 2013, N'Djamena avait dépêché un avion à Bangui pour évacuer ses ressortissants.⁸⁴ Il craint par ailleurs que l'alliance entre Centrafricains du nord et Tchadiens du sud ne déstabilise un jour le sud du Tchad où se trouvent les champs pétroliers, première source de revenus de l'Etat.

3. Des désaccords sur le contenu et la méthode de médiation

Le contenu de cette initiative de médiation et sa méthode ont été critiqués dès la fin 2016 par des députés centrafricains, des membres de la société civile, les Nations unies, les Occidentaux et le président centrafricain lui-même, y compris lors de son intervention devant le Conseil de sécurité en mars 2017. Alors que l'Union africaine

⁸⁰ Pour plus d'informations sur l'isolement régional de Bozizé, lire le rapport de Crisis Group, *République centrafricaine : les urgences de la transition*, op. cit.

⁸¹ Entretien téléphonique de Crisis Group, diplomate, septembre 2017.

⁸² Ibid.

⁸³ Entretien de Crisis Group, expert militaire, Bangui, juin 2017. En outre, fin juin, 200 membres des FACA seraient partis au Rwanda pour y suivre une formation de forces spéciales. « Bilan à mi-parcours du Groupe d'experts sur la RCA reconduit par la résolution 2339 (2017) du Conseil de sécurité », op. cit.

⁸⁴ « Le Tchad rapatrie ses ressortissants et ouvre une information judiciaire sur les exactions », RFI, 29 décembre 2013.

et les voisins de la RCA mettaient en avant la nécessité de trouver un accord politique en amont et de remettre à plus tard les questions judiciaires, les autorités centrafricaines et les Nations unies insistaient sur la nécessité de lutter contre l'impunité.⁸⁵ Ainsi, la « cour pénale spéciale mixte », qui devrait être opérationnelle début 2018, et un long rapport onusien sur les violations graves du droit international humanitaire commises en RCA de janvier 2003 à décembre 2015 (qui met notamment en cause des soldats tchadiens) va servir de base documentaire.⁸⁶

Rapidement, le débat s'est cristallisé autour de la question de l'amnistie des groupes armés. Alors que la reprise de Bambari par les forces internationales en février 2017 avait donné à Touadéra et aux Nations unies des raisons d'espérer et de tenir un discours plus ferme vis-à-vis des groupes armés, la multiplication des affrontements en avril, mai et juin a changé la donne et le pouvoir a pris conscience de la nécessité d'inclure les voisins de la RCA dans le processus de médiation. Touadéra s'est dit ouvert à l'offre de médiation de l'Union africaine et le Secrétaire général des Nations unies, António Guterres, a précisé qu'il soutenait l'initiative de l'UA et attendait une feuille de route.⁸⁷

C. *Après un détour par Rome et Bruxelles, retour à l'UA*

A la suite de la main tendue des Nations unies et des autorités centrafricaines pour un engagement clair de la sous-région, une nouvelle séquence s'est ouverte en juin 2017 avec la signature à Rome d'un « accord politique pour la paix en RCA » sous les auspices de Sant'Egidio et, quelques jours plus tard, une réunion des acteurs de la médiation de la crise centrafricaine à Bruxelles.

L'accord de paix a été signé à Rome le 19 juin 2017 par treize des quatorze groupes dits politico-militaires, le ministre des Affaires étrangères centrafricain, Charles-Armel Doubane, et un conseiller à la présidence, en présence de représentants de l'Assemblée nationale, de partis politiques et de chefs religieux.⁸⁸ L'ambition alors affichée par les organisateurs est d'impulser une nouvelle dynamique de médiation. Mais cet accord présente de sérieuses limites sur le fond et la forme et beaucoup le perçoivent à Bangui comme un non-événement. Peu préparé, il a constitué une surprise pour beaucoup d'observateurs et pour les parties prenantes (l'opposition politique ne connaissait pas le motif de la rencontre quelques heures avant qu'elle ne débute).⁸⁹ En

⁸⁵ Idriss Déby : « Si parmi eux il y a des gens qui ont du sang sur les mains, laissons du temps au temps. Inutile de créer une juridiction pour cela : les victimes pourront toujours porter plainte et obtenir gain de cause, comme cela s'est produit au Tchad avec les agents de l'ex-DDS du temps de Hissène Habré. » cité dans « Idriss Déby Itno : au lieu de nous donner des leçons, l'Occident devrait écouter notre avis », op. cit.

⁸⁶ « Rapport du Projet Mapping documentant les violations graves du droit international des droits de l'Homme et du droit international humanitaire commises sur le territoire de la République centrafricaine de janvier 2003 à décembre 2015 », Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme, mai 2017.

⁸⁷ « Rapport du Secrétaire général sur la situation en République centrafricaine », Nations unies, 2 juin 2017. Il faut aussi noter que dès mars 2017, une équipe de médiation des Nations unies qui travaille conjointement avec l'Union africaine a été déployée à Bangui.

⁸⁸ « Accord politique pour la paix en République centrafricaine », Rome, 19 juin 2017.

⁸⁹ Entretien de Crisis Group, acteur politique centrafricain, Bangui, juin 2017.

outre, alors qu'était signé cet accord qui prévoit un cessez-le-feu immédiat, les combats gagnaient en intensité à Bria, le rendant obsolète.

Cet accord, à l'instar de celui passé lors du Forum de Brazzaville en 2014, vient s'ajouter à la très longue liste des cessez-le-feu violés dans les heures qui suivent leur signature, ce qui remet en question l'intérêt de ce type d'accord obtenu dans la précipitation. Enfin, le contenu de celui-ci peut poser problème : il propose notamment une consultation sur la levée des sanctions des Nations unies, un réajustement des indemnités des représentants des groupes qui vont négocier aux réunions DDRR, ce qui rappelle une procédure déjà testée par le passé et qui s'est avérée dangereuse,⁹⁰ ou encore la formulation de recommandations sur la réinsertion des chefs de groupes armés par la « Commission vérité, justice et réconciliation », ce qui reviendrait à une amnistie de facto, la dévoyant ainsi de ses missions originelles.

La réunion des médiateurs, qui s'est tenue à Bruxelles le 21 juin 2017, était sans doute plus utile pour la suite. Etaient présentes des délégations de RCA, d'Angola, de République du Congo, de France, d'Italie, des Etats-Unis, de l'Union africaine, de la CEEAC, de la CIRGL, des Nations unies, de l'Union européenne et de Sant'Egidio. Même si l'absence du Tchad a été remarquée, les différents acteurs se sont engagés à adopter une approche conjointe, sous la direction du gouvernement centrafricain, « co-portée par l'initiative africaine » et avec le soutien des partenaires internationaux de la RCA.⁹¹ L'idée est donc de gommer les divergences apparues ces derniers mois, notamment entre les autorités centrafricaines et les pays voisins sur le processus de médiation.

Le 17 juillet à Libreville, l'UA a ainsi présenté une nouvelle feuille de route pour la paix et la réconciliation en RCA, qui prévoit notamment le respect de l'unité territoriale du pays et la mise en œuvre de l'accord DDRR, et reconnaît que l'impunité n'est pas une solution durable. Au-delà des thèmes abordés, l'UA montre à travers cette initiative qu'elle compte piloter la médiation. Le document est présenté comme « l'unique » feuille de route pour la paix et le groupe international de soutien à la RCA, composé de l'UA, de la CEEAC, de la CIRGL, de l'Angola, de la République du Congo, du Gabon et du Tchad, est désigné comme panel de facilitation. Celui-ci s'est réuni une première fois les 11 et 12 septembre à Bangui. Alors que ce processus doit être co-piloté par le gouvernement et l'UA, d'autres acteurs internationaux comme les Nations unies, l'OCI, l'Union européenne participeront aux réunions en tant qu'observateurs.

Le succès d'un hypothétique futur accord de paix ne dépendra pas tant de son contenu, qui ressemblera certainement à celui des accords précédents, qu'à la capacité des garants à faire respecter les engagements pris et à son appropriation par les Centrafricains. Ainsi, la question du dispositif de garantie internationale pour veiller à son financement et à son application devra faire l'objet d'un examen attentif. Par ailleurs, au cas où un tel accord se dessine, une consultation populaire organisée avant

⁹⁰ Le processus DDR a souvent été une occasion pour les représentants des groupes armés d'obtenir de l'argent et de se constituer une rente. Malheureusement, cela n'a jamais produit les effets escomptés. Aujourd'hui, les chefs de groupes armés perçoivent l'argent qu'on leur verse dans le cadre DDR comme une rente mais leurs hommes ne désarment pas.

⁹¹ « Les partenaires de la République centrafricaine se sont réunis au siège de l'Union européenne à Bruxelles », communiqué de presse, Union européenne, 21 juin 2017.

sa finalisation et un vote du parlement centrafricain pourraient lui donner plus de force et faciliter son appropriation.

D. *Leçons apprises des précédents accords et médiations*

L'histoire de la RCA est jalonnée de médiations politiques (1997, 2003, 2007, 2008, 2013 et 2015) mais les accords qui en ont découlé ont rarement été suivis d'effets. Certains dirigeants de groupes armés ont même reçu des valises d'argent des médiateurs en échange d'une démobilisation de leurs combattants, sans résultat.⁹² Même les recommandations du dialogue politique inclusif de 2008, qui avaient pourtant fait l'objet d'un certain consensus, n'ont pu être mises en œuvre, le président Bozizé et les groupes armés y faisant obstacle. Des années plus tard, l'histoire bégaie : les chefs des groupes armés n'ont pas changé et d'anciens proches de Bozizé sont toujours dans les arcanes du pouvoir.

Certaines leçons peuvent être tirées de ces accords passés. Par exemple, le recours à une forme d'amnistie conditionnée au DDR n'est pas une nouveauté en RCA et devait déjà ouvrir la voie à la réconciliation, mais sans succès. En tout, trois lois d'amnistie ont été votées en 1996, 2003 et 2008. L'accord de Syrte, signé sous les auspices de Mouammar Kadhafi, et celui de Birao prévoyaient déjà cette clause, reprise dans l'Accord de paix global de Libreville en 2008. Le 13 octobre 2008, le président Bozizé promulguait ainsi une loi d'amnistie après un vote au parlement quelques jours plus tôt.⁹³ A l'époque, cette amnistie permettait à la fois d'exonérer le pouvoir en place des nombreux crimes commis par la garde présidentielle et de consacrer l'impunité des ex-libérateurs qui ont porté Bozizé au pouvoir en 2003.⁹⁴

Cependant, dans un pays qui connaît un état de rébellion permanent depuis vingt ans avec un rapport de force favorable aux groupes armés face à un Etat très faible, l'amnistie pour les chefs rebelles encourage les dirigeants à s'engager dans la lutte armée sans craintes d'être sanctionnés. Par ailleurs, il ne s'agit pas d'une revendication de la base des groupes rebelles car les combattants de second rang ne seront pas jugés, du fait du manque de capacités de la justice centrafricaine, et ils devront intégrer le processus DDRR. Seuls quelques dirigeants des groupes qui pourraient être jugés soit par la Cour pénale internationale qui s'est saisie du dossier centrafricain, soit par la Cour pénale spéciale qui sera bientôt opérationnelle, sont réellement concernés. Aujourd'hui, les divers médiateurs veillent à ne plus prononcer le mot d'amnistie, mais cela reste une demande récurrente des chefs de groupes armés.

⁹² C'est notamment le cas de dirigeants de la Convention des patriotes pour la justice et la paix (CPJP). Entretien de Crisis Group, membre du personnel des Nations unies et du comité de pilotage du DDR, Bangui, 15 décembre 2012.

⁹³ L'opposition avait alors dénoncé une loi « inacceptable », « Polémique sur la loi d'amnistie générale », RFI, 1^{er} octobre 2008.

⁹⁴ Pour en bénéficier, les rebelles devaient, au titre de l'article 6 de la loi, mettre fin aux violences dans les 60 jours et se soumettre « aux mécanismes de cantonnement, de désarmement et de reconversion ». Mais ces derniers n'ont pas désarmé. Ils ont dénoncé un délai trop court et critiqué l'article 8 disposant que « les bénéficiaires de l'amnistie qui continueront à être en intelligence avec une rébellion seront interdits de l'exercice de toutes activités politiques pendant 10 ans ». L'amnistie ne concernait pas « les crimes de génocide, ni les crimes contre l'Humanité et les crimes de guerre » relevant de la Cour pénale internationale. Voir le rapport Afrique de Crisis Group N°55, *République centrafricaine : débloquent le dialogue politique inclusif*, 9 décembre 2008.

Se pose aussi la question de l'inclusion politique des rebelles au niveau national, notamment par l'attribution de postes ministériels. Lors du dernier remaniement ministériel annoncé le 12 septembre 2017, plusieurs dirigeants des factions de l'ex-Seleka et des anti-balaka se sont vus octroyer des postes ministériels. Bien que l'ex-Seleka n'ait pas obtenu le poste de Premier ministre comme souhaité par Nouredine Adam ; Gontran Djono Ahaba, ancien ministre des Mines pendant la transition et neveu de Djotodia, Ahamed Senoussi et Lambert Mokove Lissane, un dirigeant du FPRC proche d'Adam, ont été intégrés dans la nouvelle équipe gouvernementale avec certains portefeuilles stratégiques comme les Eaux et forêts. Les dirigeants anti-balaka Jean-Alexandre Dedet et Jacob Mokpem Bionli ont eux aussi intégré le deuxième gouvernement du quinquennat Touadéra. L'accord politique pour la paix signé à Rome va plus loin et encourage même une transformation des groupes rebelles en formations politiques constituées. Or jusqu'à présent, les tentatives en ce sens ont toutes échoué et les autres formes de politisation de ces groupes ont été un réel fiasco, comme l'a montré avec force le bref passage de l'ex-Seleka au pouvoir – qui s'est traduit par un pillage généralisé et des querelles de clocher.

Là encore, cette stratégie d'inclusion politique au niveau national a été maintes fois suivie par le passé, avec des gains sécuritaires sur le court terme, mais des effets délétères sur le long terme. Ainsi, dans un pays rompu aux coups d'Etat, prendre la tête d'un groupe armé est une des voies privilégiées pour entrer en politique.⁹⁵ Après les mutineries de 1996, le protocole d'accord politique donnait aux représentants des mutins une place dans le gouvernement. Les accords de Syrte et de Libreville 1 et 2 prévoyaient la nomination des rebelles dans l'administration et au gouvernement. A la suite de l'accord global de paix de Libreville en 2008, l'Union des forces démocratiques pour le rassemblement (UFDR) a obtenu des postes au gouvernement et dans l'administration, mais aucun programme de développement du Nord-Est n'a été conçu et les combattants n'ont pas désarmé. Il faut donc innover. L'échelon politique local semble plus pertinent (voir section V).

Enfin, les mesures de sortie de crise prises dans les accords précédents et discutées actuellement se focalisent sur les concessions politiques et compensations financières que l'Etat central et les voisins de la RCA peuvent offrir aux groupes armés, négligeant la question essentielle des équilibres locaux. Les relations parfois conflictuelles entre les communautés du Nord et de l'Est ne sont pas évoquées. Les affrontements entre Gula et Runga ou entre les Peul de l'UPC et les autres factions de l'ex-Seleka sont ainsi négligés. Les négociations à venir devront, pour réduire les sources d'instabilité, tenir compte des rapports « Nord-Nord » ou « Est-Est ».⁹⁶

⁹⁵ Andreas Mehler, « Rebels and Parties: The Impact of Armed Insurgency on Representation in the CAR », *Journal of Modern African Studies*, vol. 49, no. 1 (2011), p. 115-139.

⁹⁶ De nombreux efforts ont été menés par les acteurs locaux comme par les ONG internationales et les Nations unies pour soutenir des structures locales de dialogue et de médiation comme les « comités de paix », les « comités de médiation », les « comités de cohésion sociale » ou encore les « comités de sensibilisation » et les plateformes religieuses. Aujourd'hui, des comités de paix locaux existent dans de nombreuses villes. Mais créer un espace public où les différents acteurs puissent débattre des problèmes locaux n'est pas aisé. Des solutions devraient être proposées pour faciliter ces échanges dans les accords à venir.

V. Quelles négociations pour une sortie de crise ?

Depuis plusieurs mois, la violence s'accroît et atteint des niveaux comparables à ceux observés en 2014. Une normalisation totale de la situation sécuritaire en RCA n'est pas envisageable dans un avenir proche et un accord de paix solide pourrait mettre du temps à se dessiner. Dans ce contexte, la tentation est grande d'adopter des solutions de facilité qui pourraient s'avérer problématiques sur le long terme.

Il est toutefois possible de faire quelques progrès, même limités, en adoptant une double approche qui permette de traiter, en parallèle du désarmement des groupes armés, les causes plus structurelles du conflit sur lesquelles des actions concrètes peuvent être engagées. C'est le cas par exemple de la transhumance et des conflits entre agriculteurs et éleveurs, qui intéressent à la fois les autorités tchadiennes, camerounaises, soudanaises, congolaises et centrafricaines. Ces sujets peuvent permettre d'impliquer les autorités centrafricaines et d'obtenir le concours des voisins dans une stratégie « gagnant-gagnant ». Par ailleurs, sur la question des groupes armés, favoriser une solution négociée avec les rebelles implique de regagner en amont de l'influence sur les parties au conflit. Cela pourrait se faire à travers une lutte efficace contre l'économie de guerre mais aussi en prenant des engagements forts vis-à-vis de régions dont les populations éprouvent de la méfiance, voire de l'hostilité, à l'égard des pouvoirs successifs.

A. Traiter la question des groupes armés

Face à l'épineuse question des groupes armés, les autorités et leurs partenaires sont dans une double impasse, militaire et politique. En effet, la capacité des forces internationales à imposer un rapport de force aux groupes armés pour les inciter à négocier est limitée et le demeurera sans doute à l'avenir. Le redéploiement précipité des forces armées centrafricaines ne changerait rien à cette réalité.⁹⁷ Même avant la crise, le territoire centrafricain recevait l'appui militaire de sept puissances étrangères. De plus, les autorités n'ont pas grand-chose à proposer politiquement aux groupes armés qu'ils soient en mesure d'accepter et les initiatives de l'Union africaine et de Sant'Egidio, même partant d'une bonne intention, ont parfois eu des effets contreproductifs : elles tendent à radicaliser les demandes de ces groupes plutôt qu'à les modérer.

Les autorités, avec l'aide de leurs partenaires, doivent prendre acte des blocages actuels et éviter de concentrer toute leur énergie sur la réalisation d'un programme DDRR souhaitable mais hypothétique. Comme l'a déjà recommandé Crisis Group, il est temps d'adopter une politique qui réduise l'attrait de l'économie criminelle et des groupes armés, notamment pour les jeunes, et qui allie mécanismes de pression et d'incitation pour les dirigeants des groupes.⁹⁸

1. S'attaquer aux finances des groupes armés

Il s'agit d'abord de lutter contre les trafics les plus rémunérateurs, car cette prédation est au cœur de l'agenda personnel des chefs des groupes armés depuis quinze ans.

⁹⁷ « La reconstitution de l'armée centrafricaine : un enjeu à hauts risques », op. cit.

⁹⁸ Voir le rapport Afrique de Crisis Group N°219, *La crise centrafricaine : de la prédation à la stabilisation*, 17 juin 2014.

Jusqu'ici, le mandat des Casques bleus reste flou sur la question des trafics puisque la résolution 2301 du Conseil de sécurité prévoit seulement « d'aider les autorités centrafricaines à élaborer une stratégie nationale de lutte contre l'exploitation illicite des ressources naturelles et les réseaux de trafiquants qui continuent de financer et d'approvisionner les groupes armés en République centrafricaine ». Or, aucun progrès ne peut être réalisé sur ce terrain sans une implication plus directe des forces internationales. Alors que le mandat de la Minusca devra être renouvelé en novembre 2017, des missions précises devraient être assignées à ses contingents pour tarir ces réseaux. C'est une condition nécessaire pour que les forces internationales puissent regagner de l'influence sur les parties au conflit.

La reprise, par les forces internationales, des principaux sites miniers que se disputent les groupes armés à l'Est, présenterait plusieurs avantages. Associée à un retour du personnel de l'administration minière centrafricaine et à une relance du mécanisme de certification du processus de Kimberley pour les diamants issus de ces zones, cette reprise permettrait de priver les groupes armés de cette manne financière mais aussi, peut-être, d'éroder le soutien des acteurs du diamant, qui figurent parmi les principaux commerçants et notables des villes minières de l'Est, aux groupes de l'ex-Seleka. Une relance contrôlée du commerce pourrait redonner du travail aux jeunes, relancer l'économie locale et désolidariser les acteurs économiques des groupes armés.

Il importe aussi de limiter d'autres formes de trafic, notamment de bétail, à travers une coopération plus étroite avec les pays voisins, dont le Cameroun, qui constitue une des filières d'écoulement du bétail volé en RCA. En mai 2017, les ministres de la Défense camerounais et centrafricains évoquaient l'idée d'une commission militaire conjointe pour la sécurisation des frontières. Un travail de renseignement et de police doit également être envisagé pour démanteler ces filières, notamment en surveillant les marchés frontaliers avec des propriétaires de bétail volé.⁹⁹ Les Casques bleus devraient se voir confier la mission de surveiller les points frontaliers connus où le bétail centrafricain et tchadien volé entre en territoire voisin.

2. Un mélange de pressions et d'incitations

La politique menée à l'égard de ces groupes doit également comprendre des mesures de contrainte et des incitations. Les avancées lors des négociations passées, que ce soit lors de l'accord de Birao en 2007 ou de Libreville en 2013 ont d'abord été le fruit de pressions et de rapports de force institués.¹⁰⁰ Le travail des forces spéciales portugaises de la force de réaction rapide a été salué dans le cas de Bambari. Il faut aujourd'hui renforcer la Minusca. Un nouvel effort de génération de troupes doit être consenti très rapidement pour obtenir le déploiement d'autres contingents capables d'exercer une pression similaire sur les acteurs du conflit.

Pourtant, même une pression militaire plus forte sera insuffisante. Si elle peut faire infléchir les groupes relativement organisés comme les factions de l'ex-Seleka,

⁹⁹ Le ministre centrafricain de la Défense nationale a effectué une visite au Cameroun du 17 au 19 avril 2017 pour y rencontrer son homologue camerounais. « Joseph Yakété visite les structures de Défense et le musée national », Cameroon Radio Television (CRTV), 17 avril 2017.

¹⁰⁰ En 2007, la signature de l'accord de Birao par Zacharia Damane faisait suite à l'intervention des forces françaises à Birao, laquelle a malheureusement été suivie d'exactions commises par l'armée centrafricaine. Les accords de Libreville en janvier 2013 étaient le fruit d'une forte pression du Tchad.

les groupes comme les anti-balaka, plus éparpillés, moins facilement reconnaissables et davantage mêlés à la population, sont plus difficiles à atteindre. Il est donc indispensable d'identifier les dirigeants locaux et les anciens FACA qui poussent ces groupes à agir et d'arrêter ceux, bien connus à Bangui, qui tiennent un double langage aux autorités et aux Nations unies. Cette capacité de renseignement et d'arrestation rapide à la suite d'exactions est essentielle pour éviter le chaos. Conformément à sa résolution 2301 du 26 juillet 2016, le Conseil de sécurité devrait redonner à la Minusca l'ordre et les moyens d'arrêter les seigneurs de guerre qui continuent de perpétrer des attaques.

En parallèle, des incitations devraient être données aux groupes armés pour sortir de la crise. Au-delà de l'intégration d'un nombre limité de miliciens dans l'armée, la possibilité, pour des cadres de ces groupes, de jouer un rôle plus politique, non pas au niveau national mais au niveau local, pourrait être au menu des discussions. Cette reconversion en acteurs politiques locaux pourrait les amener à jouer un rôle plus positif.¹⁰¹

Ce système ne pourrait fonctionner qu'à plusieurs conditions. Un mécanisme de vérification (*vetting*) devrait être mis en place pour éviter de propulser les dirigeants les plus sanglants dans le processus politique, même local. Un programme de formation adapté devrait ensuite être conçu pour que des cadres identifiés puissent devenir des administrateurs civils. L'Etat qui les nomme devrait avoir le pouvoir de les sanctionner et les arrêter s'ils maintiennent leurs activités criminelles.

B. *Rebâtir une meilleure relation entre les périphéries et Bangui*

Par le passé, les groupes armés ont tiré parti non seulement de l'absence d'Etat, mais aussi de son incapacité à agir dans les périphéries autrement que par la répression aveugle, suscitant une défiance importante des populations. Les exactions commises par la garde présidentielle de Bozizé contre les Gula en 2006 sont restées dans les mémoires.¹⁰² Il faudra, pour réduire l'influence des groupes armés, prendre des mesures concrètes à l'égard des populations, sans négliger les multiples lignes de fracture qui minent les communautés du Nord. La tâche ne sera pas aisée. Dans l'est du pays, le parcours politique de Touadéra, anciennement Premier ministre de Bozizé et vice-président de son parti, le Kwa Na Kwa et la présence de nombreux soutiens de l'ancien président dans ses rangs, suscitent la méfiance d'une partie de la population. La récente levée du contrôle judiciaire de Jean-François Bozizé, fils de François Bozizé et ancien ministre de la Défense, ne fait que conforter la perception de cet héritage politique.¹⁰³

Pour bâtir une meilleure relation entre la capitale et l'Est du pays, le gouvernement ne pourra donc pas se contenter de redéployer quelques fonctionnaires, le plus

¹⁰¹ Mahamat Zacharia, l'un des dirigeants les plus influents de l'ex-Seleka, longtemps chef de l'UFDR, a d'ailleurs été conseiller municipal à Gordil au début des années 2000.

¹⁰² Entretiens de Crisis Group, acteurs de la société civile, commerçants, Bria, décembre 2016 ; et lire « Etat d'anarchie, rébellions et exactions contre la population civile », Human Rights Watch (HRW), septembre 2007.

¹⁰³ « Francis Bozizé mettra fin à son contrôle judiciaire le lundi prochain », Réseau des journalistes pour les droits de l'Homme – Centrafrique (RJDH), 5 mai 2017.

souvent dépourvus d'autorité. Il devra proposer et assumer une vraie rupture avec les politiques menées par les régimes précédents. Si l'instauration de jours fériés musulmans et les multiples voyages du président en province sont des étapes positives, il lui faudra aller bien au-delà. Alors qu'un projet de code des collectivités territoriales et des circonscriptions administratives doit être voté à la rentrée parlementaire, l'absence de moyens de fonctionnement suffisants pour opérer une véritable déconcentration, c'est-à-dire une délégation de compétences à des institutions locales, risque de créer des frustrations.

Face au déficit de représentation des musulmans, des règles devraient être élaborées pour favoriser la diversité géographique et communautaire des recrutements dans la fonction publique. La formation d'une nouvelle élite administrative dans des domaines majeurs comme les travaux publics, la finance et la sécurité doit être un chantier prioritaire. Le gouvernement et les principaux bailleurs de la RCA devraient mettre en œuvre un tel programme, dispenser ces formations à Bangui mais aussi en province et veiller à ce que des musulmans en bénéficient.

La réforme de la nationalité faisait déjà partie des recommandations du dialogue politique inclusif de 2008. Le médiateur de l'époque, l'ex-président burundais Pierre Buyoya, à la demande d'Abakar Sabone, avait même souhaité que la lutte contre toute forme de discrimination religieuse figure dans l'accord.¹⁰⁴ Mais des discriminations notoires persistent, par exemple sur la délivrance de papiers d'identité. Il s'agit donc d'œuvrer à la reconstitution de l'état civil y compris dans les quartiers musulmans. Le message des autorités doit être clair : les musulmans sont centrafricains et ont toute leur place dans l'espace national.

En outre, en plus des réformes de fond, des mesures symboliques devraient être prises. L'organisation de la fête nationale du 1^{er} décembre dans le Nord-Est aurait pour effet d'arrimer cette région à l'espace national, ce qui aurait certainement des répercussions politiques positives. Le président pourrait également faire preuve de courage politique et reconnaître, au nom de l'Etat, les crimes commis par ses prédécesseurs dans le Nord-Ouest et l'Est du pays afin de tirer un trait sur le passé et d'ouvrir une nouvelle page. Au cours du dialogue politique inclusif, Patassé avait présenté des excuses, même si le contexte politique était différent car Bozizé était au pouvoir.¹⁰⁵

C. *Bâtir une coopération saine entre voisins : le cas de la transhumance*

La rédaction d'un nouvel accord de paix ou l'organisation d'un dialogue politique inclusif nécessitent en amont de bâtir des coopérations solides entre Bangui et ses voisins. Certains sujets comme les conflits liés à la transhumance, qui ont explosé depuis le début de la crise, pourraient permettre, s'ils sont bien traités, de créer une partie du socle d'intérêts communs nécessaire à la réussite d'un processus de sortie de

¹⁰⁴ Abakar Sabone est l'un des fondateurs de l'Union des forces démocratiques pour le rassemblement (UFDR) et le chef du Mouvement des libérateurs centrafricains pour la justice (MLCJ). Il a sans doute été, parmi les chefs de rébellions au nord-est de la RCA, celui qui a le plus évoqué la marginalisation de la région de la Vakaga et la discrimination des populations musulmanes. Voir le briefing Afrique de Crisis Group N°69, *République centrafricaine : relancer le dialogue politique*, 12 janvier 2010.

¹⁰⁵ Ibid.

crise. De surcroît, plusieurs groupes armés comme l'UPC et « Retour, réclamation et réhabilitation » (3R),¹⁰⁶ créé fin 2015 et évoluant à l'ouest de la RCA, ont fait de la protection des éleveurs un élément important de leur agenda, développant même un certain nombre de propositions pour cartographier les couloirs de transhumance et recréer un corps d'archers pour protéger le bétail.¹⁰⁷ Progresser sur ces sujets permettrait de contenir les actions de ces groupes plus efficacement que les concessions politiques et financières habituelles.

Tous les voisins de la RCA ont intérêt à ce que les relations entre les éleveurs et le reste de la population s'apaisent. Le Cameroun, où est écoulé le bétail issu du trafic pratiqué du côté centrafricain de la frontière, compte désormais de très nombreux réfugiés peul centrafricains. La plupart de ces réfugiés sont des éleveurs dont un grand nombre ont perdu leurs bêtes lors d'affrontements violents. Les transhumances soudanaises en RCA sont également violentes, elles provoquent régulièrement des affrontements dans la préfecture de la Vakaga et contribuent à la militarisation du Nord-Est. Enfin, dans la province orientale de la République démocratique du Congo, de nombreux Peul sont venus de RCA dans les années 2000 et des conflits se multiplient avec les populations locales dans les districts du Haut et du Bas-Uélé, forçant même les autorités de Kinshasa à intervenir, par l'intermédiaire du Premier ministre.¹⁰⁸

De son côté, N'Djamena est depuis longtemps préoccupé par les vols de troupeaux tchadiens sur le territoire centrafricain. A plusieurs reprises, Idriss Déby avait ainsi reproché au président Bozizé son inaction face aux coupeurs de route. Le passage régulier de soldats tchadiens chargés de régler des litiges impliquant des éleveurs sur le territoire centrafricain témoigne de ces préoccupations.¹⁰⁹

Si le dialogue avec les groupes armés s'enlise, Tchadiens et Centrafricains peuvent travailler de concert sur le sujet concret de la transhumance. Il est essentiel de relancer les initiatives bilatérales sur cette question, nées en 2012 dans le cadre de la commission mixte tchado-centrafricaine, mais abandonnées avec la crise. Plus largement, la Communauté économique du bétail, de la viande et des ressources halieutiques (Cebvirha) et le Bureau régional des Nations unies pour l'Afrique centrale (Unoca) devraient se saisir de ce dossier et organiser un forum régional pour tenter de pacifier les mouvements de transhumance transfrontaliers.¹¹⁰ En RCA, un soutien fort à la Fédération nationale des éleveurs centrafricains et un travail en synergie avec les fédérations tchadiennes de l'élevage devraient également être tentés pour informer les transhumants tchadiens sur les itinéraires à privilégier et les zones agricoles à éviter. On pourrait même imaginer à terme qu'elles accompagnent ensemble les

¹⁰⁶ Le groupe 3R est dirigé par le général autoproclamé Sidji Abass et est créé au départ pour protéger les populations peul prises pour cibles par les milices anti-balaka. Depuis, le groupe 3R a commis un grand nombre d'exactions sur des civils dans la zone frontalière avec le Cameroun.

¹⁰⁷ « Rencontre de Malloum entre Ali Darassa et les chefs traditionnels des éleveurs et des agriculteurs », communiqué, déclaration de Malloum, 8 septembre 2016.

¹⁰⁸ Voir le rapport Afrique de Crisis Group N°215, *Afrique centrale : les défis sécuritaires du pastoralisme*, 1^{er} avril 2014.

¹⁰⁹ Entretien de Crisis Group, expert militaire, Bangui, juin 2017.

¹¹⁰ La Cebvirha, une institution de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cemac) créée en 1987, a pour mission principale de travailler à la valorisation de l'élevage et à l'harmonisation de ces pratiques au sein de la zone Cemac.

transhumants à certains niveaux et servent d'interface entre eux et les autorités locales centrafricaines.

Si les autorités centrafricaines et la communauté internationale veulent donner un nouveau souffle aux médiations en cours, elles doivent se ressaisir du dossier de la transhumance, pour construire un consensus et s'attaquer aux causes plus structurelles du conflit.

VI. Conclusion

Les prochains mois sont ceux de tous les dangers en RCA. Le retour à un conflit ouvert ou à une guerre civile divisant les communautés ne peut être exclu alors que les conflits embrasent les provinces. Quelques jours après la réunion tenue à New York rassemblant le gouvernement et les différents partenaires internationaux de la RCA, ces derniers doivent absolument s'entendre sur une feuille de route cohérente et amorcer de concert avec les autorités un processus de médiation efficace et exigeant vis-à-vis des groupes armés. Pour que les négociations aboutissent, une pression suffisante doit être exercée sur les parties au conflit, tout en proposant des incitations positives. Au moment où de nombreux acteurs nationaux et internationaux perdent espoir à Bangui, il est encore temps de se montrer ambitieux et d'inverser la tendance actuelle pour éviter le pire.

Bangui/Nairobi/Bruxelles, 28 septembre 2017

Annexe A : Carte de la République centrafricaine



Annexe B : A propos de l'International Crisis Group

L'International Crisis Group est une organisation non gouvernementale indépendante à but non lucratif qui emploie près de 120 personnes présentes sur les cinq continents. Elles élaborent des analyses de terrain et font du plaidoyer auprès des dirigeants dans un but de prévention et de résolution des conflits armés.

La recherche de terrain est au cœur de l'approche de Crisis Group. Elle est menée par des équipes d'analystes situées dans des pays ou régions à risque ou à proximité de ceux-ci. À partir des informations recueillies et des évaluations de la situation sur place, Crisis Group rédige des rapports analytiques rigoureux qui s'accompagnent de recommandations pratiques destinées aux dirigeants politiques internationaux, régionaux et nationaux. Crisis Group publie également CrisisWatch, un bulletin mensuel d'alerte précoce offrant régulièrement une brève mise à jour de la situation dans plus de 70 situations de conflit (en cours ou potentiel).

Les rapports de Crisis Group sont diffusés à une large audience par courrier électronique. Ils sont également accessibles au grand public via le site internet de l'organisation : www.crisisgroup.org. Crisis Group travaille en étroite collaboration avec les gouvernements et ceux qui les influencent, notamment les médias, afin d'attirer leur attention et de promouvoir ses analyses et recommandations politiques.

Le Conseil d'administration de Crisis Group, qui compte d'éminentes personnalités du monde politique, diplomatique, des affaires et des médias, s'engage directement à promouvoir les rapports et les recommandations auprès des dirigeants politiques du monde entier. Le Conseil d'administration est présidé par Mark Malloch-Brown, ancien vice-secrétaire général des Nations unies et administrateur du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). La vice-présidente du Conseil est Ayo Obe, juriste, chroniqueuse et présentatrice de télévision au Nigéria.

Le président-directeur général de Crisis Group, Jean-Marie Guéhenno était le secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix des Nations unies de 2000 à 2008, et l'envoyé spécial adjoint des Nations unies et de la Ligue arabe en Syrie en 2012. Il a quitté ce poste pour présider la commission de rédaction du livre blanc français de la défense et de la sécurité nationale en 2013.

Le siège d'International Crisis Group est situé à Bruxelles et l'organisation a des bureaux dans dix autres villes: Bichkek, Bogota, Dakar, Islamabad, Istanbul, Kaboul, Nairobi, Londres, New York et Washington, DC. Elle est également présente dans les villes suivantes : Abuja, Alger, Bangkok, Beyrouth, Caracas, Gaza, Djouba, Guatemala City, Hong Kong, Jérusalem, Johannesburg, Kaboul, Mexico City, Rabat, Sanaa, Tbilissi, Toronto, Tripoli, Tunis et Yangon.

Crisis Group reçoit le soutien financier d'un grand nombre de gouvernements, de fondations institutionnelles et de donateurs privés. Actuellement, Crisis Group entretient des relations avec les agences et départements gouvernementaux suivants: Affaires mondiales Canada, agence française de développement, le ministère allemand des affaires étrangères, le ministère australien des Affaires étrangères et du commerce, l'Agence autrichienne pour le développement, l'Instrument contribuant à la stabilité et à la paix (IcSP) de l'Union européenne, la Principauté du Liechtenstein, le Département fédéral des affaires étrangères de la Confédération suisse, le ministère danois des Affaires étrangères, le ministère finlandais des Affaires étrangères, le ministère français des Affaires étrangères, le ministère française de la Défense, le ministère luxembourgeois des Affaires étrangères, le ministère néerlandais des Affaires étrangères, le ministère néo-zélandais des Affaires étrangères et du commerce, le ministère norvégien des Affaires étrangères, le ministère suédois des Affaires étrangères, et Irish Aid.

Crisis Group entretient aussi des relations avec les fondations suivantes: Carnegie Corporation of New York, Henry Luce Foundation, Humanity United, John D. and Catherine T. MacArthur Foundation, Oak Foundation, Open Society Foundations, Ploughshares Fund, Robert Bosch Stiftung, et Wellspring Philanthropic Fund.

Annexe C : Rapports et briefings sur l'Afrique depuis 2014

Rapports Spéciaux

Exploiter le chaos : al-Qaeda et l'Etat islamique, Rapport spécial N°1, 14 mars 2016 (aussi disponible en anglais et arabe).

Seizing the Moment: From Early Warning to Early Action, Rapport spécial N°2, 22 juin 2016.

Counter-terrorism Pitfalls: What the U.S. Fight against ISIS and al-Qaeda Should Avoid, Rapport spécial N°3, 22 mars 2017.

Afrique australe

Madagascar : une sortie de crise superficielle ? Rapport Afrique de Crisis Group N°218, 19 mai 2014 (aussi disponible en anglais).

Zimbabwe: Waiting for the Future, Briefing Afrique N°103, 29 septembre 2014.

Zimbabwe: Stranded in Stasis, Briefing Afrique N°118, 29 février 2016.

Afrique centrale

Les terres de la discorde (I) : la réforme foncière au Burundi, Rapport Afrique N°213, 12 février 2014.

Les terres de la discorde (II) : restitution et réconciliation au Burundi, Rapport Afrique N°214, 17 février 2014.

Afrique centrale : les défis sécuritaires du pastoralisme, Rapport Afrique N°215, 1^{er} avril 2014 (aussi disponible en anglais).

La crise centrafricaine : de la prédation à la stabilisation, Rapport Afrique N°219, 17 juin 2014 (aussi disponible en anglais).

Cameroun : mieux vaut prévenir que guérir, Briefing Afrique N°101, 4 septembre 2014.

La face cachée du conflit centrafricain, Briefing Afrique N°105, 12 décembre 2014 (aussi disponible en anglais).

Congo: Ending the Status Quo, Briefing Afrique N°107, 17 décembre 2014.

Les élections au Burundi : l'épreuve de vérité ou l'épreuve de force ?, Rapport Afrique N°224, 17 avril 2015 (aussi disponible en anglais).

Congo: Is Democratic Change Possible? Rapport Afrique N°225, 5 mai 2015.

Burundi: la paix sacrifiée? Briefing Afrique N°111, 29 mai 2015 (aussi disponible en anglais).

Cameroun : la menace du radicalisme religieux, Rapport Afrique N°229, 3 septembre 2015 (aussi disponible en anglais).

Centrafrique : les racines de la violence, Rapport Afrique N°230, 21 septembre 2015 (aussi disponible en anglais).

Tchad : entre ambitions et fragilités, Rapport Afrique N°233, 30 mars 2016 (aussi disponible en anglais).

Burundi : anatomie du troisième mandat,

Rapport Afrique N°235, 20 mai 2016 (aussi disponible en anglais).

Katanga: Tensions in DRC's Mineral Heartland, Rapport Afrique N°239, 3 août 2016.

Union africaine et crise au Burundi : entre ambition et réalité, Briefing Afrique N°122, 28 septembre 2016 (aussi disponible en anglais).

Boulevard of Broken Dreams: The "Street" and Politics in DR Congo, Briefing Afrique N°123, 13 octobre 2016.

Cameroun : faire face à Boko Haram, Rapport Afrique N°241, 16 novembre 2016 (aussi disponible en anglais).

Boko Haram au Tchad : au-delà de la réponse sécuritaire, Rapport Afrique N°246, 8 mars 2017 (aussi disponible en anglais).

Burundi : l'armée dans la crise, Rapport Afrique N°247, 5 avril 2017 (aussi disponible en anglais).

Cameroun : la crise anglophone à la croisée des chemins, Rapport Afrique N°250, 2 août 2017 (aussi disponible en anglais).

Afrique de l'Ouest

Mali : réformer ou rechuter, Rapport Afrique N°210, 10 janvier 2014 (aussi disponible en anglais).

Côte d'Ivoire : le Grand Ouest, clé de la réconciliation, Rapport Afrique N°212, 28 janvier 2014 (aussi disponible en anglais).

Curbing Violence in Nigeria (II): The Boko Haram Insurgency, Rapport Afrique N°216, 3 avril 2014.

Guinée-Bissau : les élections, et après ?, Briefing Afrique N°98, 8 avril 2014.

Mali : dernière chance à Alger, Briefing Afrique N°104, 18 novembre 2014 (aussi disponible en anglais).

Nigeria's Dangerous 2015 Elections: Limiting the Violence, Rapport Afrique N°220, 21 novembre 2014.

L'autre urgence guinéenne : organiser les élections, Briefing Afrique N°106, 15 décembre 2014 (aussi disponible en anglais).

Burkina Faso : neuf mois pour achever la transition, Rapport Afrique N°222, 28 janvier 2015.

La réforme du secteur de la sécurité en Guinée-Bissau : une occasion à saisir, Briefing Afrique N°109, 19 mars 2015.

Mali : la paix à marche forcée? Rapport Afrique N°226, 22 mai 2015.

Burkina Faso : cap sur octobre, Briefing Afrique N°112, 24 juin 2015.

The Central Sahel: A Perfect Sandstorm, Rapport Afrique N°227, 25 juin 2015 (aussi disponible en anglais).

Curbing Violence in Nigeria (III): Revisiting the Niger Delta, Rapport Afrique N°231, 29 septembre 2015.

The Politics Behind the Ebola Crisis, Rapport Afrique N°232, 28 octobre 2015.

Mali: Peace from Below?, Briefing Afrique N°115, 14 décembre 2015.

Burkina Faso : transition acte II, Briefing Afrique N°116, 7 janvier 2016.

Mettre en œuvre l'architecture de paix et de sécurité (III) : l'Afrique de l'Ouest, Rapport Afrique N°234, 14 avril 2016 (aussi disponible en anglais).

Boko Haram sur la défensive?, Briefing Afrique N°120, 4 mai 2016 (aussi disponible en anglais).

Nigeria: The Challenge of Military Reform, Rapport Afrique N°237, 6 juin 2016.

Mali central : la fabrique d'une insurrection ?, Rapport Afrique N°238, 6 juillet 2016 (aussi disponible en anglais).

Burkina Faso : préserver l'équilibre religieux, Rapport Afrique N°240, 6 septembre 2016 (aussi disponible en anglais).

Nigéria : les femmes et Boko Haram, Rapport Afrique N°242, 5 décembre 2016 (aussi disponible en anglais).

Watchmen of Lake Chad: Vigilante Groups Fighting Boko Haram, Rapport Afrique N°244, 23 février 2017.

Le Niger face à Boko Haram : au-delà de la contre-insurrection, Rapport Afrique N°245, 27 février 2017 (aussi disponible en anglais).

Islam et politique au Mali : entre réalité et fiction, Rapport Afrique N°249, 18 juillet 2017.

Double-edged Sword: Vigilantes in African Counter-insurgencies, Rapport Afrique N°251, 7 septembre 2017.

Herders against Farmers: Nigeria's Expanding Deadly Conflict, Rapport Afrique N°252, 19 septembre 2017.

Corne de l'Afrique

Sudan's Spreading Conflict (III): The Limits of Darfur's Peace Process, Rapport Afrique N°211, 27 janvier 2014.

South Sudan: A Civil War by Any Other Name, Rapport Afrique N°217, 10 avril 2014.

Somalia: Al-Shabaab – It Will Be a Long War, Briefing Afrique N°99, 26 juin 2014.

Eritrea: Ending the Exodus?, Briefing Afrique N°100, 8 août 2014.

Kenya: Al-Shabaab – Closer to Home, Briefing Afrique N°102, 25 septembre 2014.

South Sudan: Jonglei – "We Have Always Been at War", Rapport Afrique N°221, 22 décembre 2014.

Sudan and South Sudan's Merging Conflicts, Rapport Afrique N°223, 29 janvier 2015.

Sudan: The Prospects for "National Dialogue", Briefing Afrique N°108, 11 mars 2015.

The Chaos in Darfur, Briefing Afrique N°110, 22 avril 2015.

South Sudan: Keeping Faith with the IGAD Peace Process, Rapport Afrique N°228, 27 juillet 2015.

Somaliland: The Strains of Success, Briefing Afrique N°113, 5 octobre 2015.

Kenya's Somali North East: Devolution and Security, Briefing Afrique N°114, 17 novembre 2015.

Ethiopia: Governing the Faithful, Briefing Afrique N°117, 22 février 2016.

Sudan's Islamists: From Salvation to Survival, Briefing Afrique N°119, 21 mars 2016.

South Sudan's South: Conflict in the Equatorias, Rapport Afrique N°236, 25 mai 2016.

Kenya's Coast: Devolution Disappointed, Briefing Afrique N°121, 13 juillet 2016.

South Sudan: Rearranging the Chessboard, Rapport Afrique N°243, 20 décembre 2016.

Instruments of Pain (II): Conflict and Famine in South Sudan, Briefing Afrique N°124, 26 avril 2017.

Instruments of Pain (III): Conflict and Famine in Somalia, Briefing Afrique N°125, 9 mai 2017.

Instruments of Pain (IV): The Food Crisis in North East Nigeria, Briefing Afrique N°126, 18 mai 2017.

Kenya's Rift Valley: Old Wounds, Devolution's New Anxieties, Rapport Afrique N°248, 30 mai 2017.

Time to Repeal U.S. Sanctions on Sudan?, Briefing Afrique N°127, 22 juin 2017.

Annexe D : Conseil d'administration de l'International Crisis Group

PRESIDENT DU CONSEIL

Lord (Mark) Malloch-Brown
Ancien vice-secrétaire général des Nations unies et administrateur du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD)

PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL

Jean-Marie Guéhenno
Ancien Secrétaire général adjoint du Département des opérations de maintien de la paix des Nations unies

VICE-PRESIDENTE DU CONSEIL

Ayo Obe
Présidente du Conseil, Gorée Institute (Sénégal) ; avocate (Nigéria)

AUTRES MEMBRES DU CONSEIL

Fola Adeola
Fondateur et président, FATE Foundation

Ali al Shihabi
Écrivain; Fondateur et ancien président, Rasmala Investment bank

Celso Amorim
Ancien ministre brésilien des Relations extérieures; Ancien ministre de la Défense

Hushang Ansary
Président, Parman Capital Group LLC; ancien ambassadeur d'Iran aux Etats-Unis et ministre des Finances et des Affaires économiques

Nahum Barnea
Chroniqueur politique, Israël

Kim Beazley
Ancien vice-Premier ministre d'Australie et ambassadeur aux Etats-Unis ; ancien ministre de la Défense

Carl Bildt
Ancien ministre des Affaires étrangères de la Suède

Emma Bonino
Ancienne ministre italienne des Affaires étrangères ; ancienne commissaire européenne pour l'aide humanitaire

Lakhdar Brahimi
Membre, The Elders; diplomate des Nations unies; ancien ministre algérien des Affaires étrangères

Cheryl Carolus
Ancienne haut-commissaire de l'Afrique du Sud auprès du Royaume-Uni et secrétaire générale du Congrès national africain (ANC)

Maria Livanos Cattai
Ancienne secrétaire générale à la Chambre de commerce internationale

Wesley Clark
Ancien commandant suprême des forces alliées de l'Otan en Europe

Sheila Coronel
Professeur « Toni Stabile » de pratique de journalisme d'investigation et directrice du Centre Toni Stabile pour le journalisme d'investigation, Université de Columbia

Frank Giustra
Président-directeur général, Fiore Financial Corporation

Mo Ibrahim
Fondateur et président, Fondation Mo Ibrahim ; fondateur, Celtel International

Wolfgang Ischinger
Président, Forum de Munich sur les politiques de défense; ancien vice-ministre allemand des Affaires étrangères et ambassadeur en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis

Asma Jahangir
Ancienne présidente de l'Association du Barreau de la Cour suprême du Pakistan ; ancienne rapporteur spécial des Nations unies sur la liberté de religion ou de conviction

Yoriko Kawaguchi
Ancienne ministre japonaise des Affaires étrangères ; ancienne ministre de l'Environnement

Wadah Khanfar
Co-fondateur, Forum Al Sharq ; ancien directeur général du réseau Al Jazeera

Wim Kok
Ancien Premier ministre des Pays-Bas

Andrey Kortunov
Directeur général du Conseil russe pour les affaires internationales

Ivan Krastev
Président du Centre pour les stratégies libérales (Sofia) ; membre fondateur du conseil d'administration du Conseil européen des relations internationales

Ricardo Lagos
Ancien président du Chili

Joanne Leedom-Ackerman
Ancienne secrétaire internationale de PEN International ; romancière et journaliste, Etats-Unis

Helge Lund
Ancien président-directeur général de BG Group Limited et Statoil ASA

Shivshankar Menon
Ancien ministre indien des Affaires étrangères et conseiller à la sécurité nationale

Naz Modirzadeh
Directeur du Programme sur le droit international et les conflits armés de la Faculté de droit de Harvard

Saad Mohseni
Président et directeur général de MOBY Group

Marty Natalegawa
Ancien ministre indonésien des Affaires étrangères, représentant permanent auprès de l'ONU et ambassadeur au Royaume-Uni

Roza Otunbayeva
Ancienne présidente de la République kirghize ; fondatrice de la « Roza Otunbayeva Initiative », fondation internationale publique

Thomas R. Pickering
Ancien sous-secrétaire d'Etat américain ; ambassadeur des Etats-Unis aux Nations unies, en Russie, en Inde, en Israël, au Salvador, au Nigéria et en Jordanie

Olympia Snowe
Ancienne sénatrice américaine et membre de la Chambre des représentants

Javier Solana
Président du Centre pour l'Economie globale et la Géopolitique ESADE ; membre émérite, The Brookings Institution

Alexander Soros
Membre, Open Society Foundations

George Soros
Président, Open Society Institute ; président du Soros Fund Management

Pär Stenbäck
Ancien ministre finlandais des Affaires étrangères et de l'Education ; président du Parlement culturel européen

Jonas Gahr Støre
Chef du Parti travailliste norvégien et du groupe parlementaire du Parti travailliste ; ancien ministre norvégien des Affaires étrangères

Lawrence H. Summers
Ancien directeur du Conseil de la sécurité économique et secrétaire du Trésor des Etats-Unis ; président émérite de l'Université de Harvard

Helle Thorning-Schmidt
Directrice générale de Save the Children International ; ancienne Première ministre du Danemark

Wang Jisi
Membre du comité de conseil en politique étrangère du ministère des Affaires étrangères chinois ; ancien directeur, Ecole des affaires internationales, Université de Pékin

CONSEIL PRESIDENTIEL

Groupe éminent de donateurs privés et d'entreprises qui apportent un soutien et une expertise essentiels à Crisis Group.

ENTREPRISES

BP

Shearman & Sterling LLP

Statoil (U.K.) Ltd.

White & Case LLP

DONATEURS PRIVES

(5) Anonyme

Scott Bessent

David Brown & Erika Franke

Stephen & Jennifer Dattels

Herman De Bode

Alexander Soros

Ian R. Taylor

CONSEIL CONSULTATIF INTERNATIONAL

Donateurs privés et entreprises qui fournissent une contribution essentielle aux activités de prévention des conflits armés de Crisis Group.

ENTREPRISES

(2) Anonymous

APCO Worldwide Inc.

Atlas Copco AB

Chevron

Edelman UK

HSBC Holdings plc

MetLife

Noble Energy

RBC Capital Markets

Shell

DONATEURS PRIVES

(2) Anonymous

Mark Bergman

Stanley Bergman & Edward Bergman

Elizabeth Bohart

Eric Christiansen

Sam Englehardt

The Edelman Family Foundation

Seth & Jane Ginns

Ronald Glickman

David Harding

Rita E. Hauser

Geoffrey R. Hoguet &

Ana Luisa Ponti

David Jannetti

Faisel Khan

Cleopatra Kitt

Michael & Jackie Lambert

Leslie Lishon

Virginie Maisonneuve

Dennis Miller

The Nommontu Foundation

Brian Paes-Braga

Kerry Propper

Duco Sickinghe

Nina K. Solarz

Enzo Viscusi

CONSEIL DES AMBASSADEURS

Les étoiles montantes de divers horizons qui, avec leur talent et leur expertise, soutiennent la mission de Crisis Group.

Amy Benziger

Tripp Callan

Kivanc Cubukcu

Matthew Devlin

Victoria Ergolavou

Noa Gafni

Christina Bache Fidan

Lynda Hammes

Jason Hesse

Dalí ten Hove

Lindsay Iversen

Azim Jamal

Arohi Jain

Christopher Louney

Matthew Magenheimer

Madison Malloch-Brown

Megan McGill

Hamesh Mehta

Tara Opalinski

Perfecto Sanchez

Nidhi Sinha

Chloe Squires

Leeanne Su

Bobbi Thomason

AJ Twombly

Dillon Twombly

Annie Verderosa

Zachary Watling

Grant Webster

CONSEILLERS

Anciens membres du Conseil d'administration qui maintiennent leur collaboration avec Crisis Group et apportent leurs conseils et soutien (en accord avec toute autre fonction qu'ils peuvent exercer parallèlement).

Martti Ahtisaari

Président émérite

George Mitchell

Président émérite

Gareth Evans

Président émérite

Kenneth Adelman

Adnan Abu-Odeh

HRH Prince Turki al-Faisal

Óscar Arias

Ersin Arıoğlu

Richard Armitage

Diego Arria

Zainab Bangura

Shlomo Ben-Ami

Christoph Bertram

Alan Blinken

Lakhdar Brahimi

Kim Campbell

Jorge Castañeda

Naresh Chandra

Eugene Chien

Joaquim Alberto Chissano

Victor Chu

Mong Joon Chung

Pat Cox

Gianfranco Dell'Alba

Jacques Delors

Alain Destexhe

Mou-Shih Ding

Uffe Ellemann-Jensen

Gernot Erler

Marika Fahlén

Stanley Fischer

Carla Hills

Swanee Hunt

Aleksander Kwasniewski

Todung Mulya Lubis

Allan J. MacEachen

Graça Machel

Jessica T. Mathews

Barbara McDougall

Matthew McHugh

Miklós Németh

Christine Ockrent

Timothy Ong

Olara Otunnu

Lord (Christopher) Patten

Victor Pinchuk

Surin Pitsuwan

Fidel V. Ramos